

Identifier les Contraintes Contraignantes de la Croissance dans un Contexte de Fragilité: Le Cas du Sud-Soudan

*Lual A. Deng,
Abdurohman Ali Hussien
et
Augustino Ting Mayai*

Documents de travail FW-014

*Apporter de la rigueur et des éléments de preuve à
l'élaboration des politiques économiques en Afrique*

AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Identifier les Contraintes Contraignantes de la Croissance dans un Contexte de Fragilité: Le Cas du Sud-Soudan

Par

Lual A. Deng¹,

Abdurohman Ali Hussien²

et

Augustino Ting Mayai³

CETTE ÉTUDE DE RECHERCHE a été rendue possible grâce à une subvention du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique. Toutefois, les conclusions, opinions et recommandations sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Consortium, de ses membres individuels ou du Secrétariat du CREA.

Publié par : Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
B.P. 62882 - City Square
Nairobi 00200, Kenya

© 2022, Consortium pour la Recherche Economique en Afrique.

Table des matières

Liste des tableaux

Liste des graphiques

Résumé

1.	Introduction	1
2.	Examen de la littérature théorique et empirique	5
3.	Méthodologie de recherche	25
4.	Sources de données et résultats empiriques	29
5.	Conclusion et recommandations politiques	45
	Remarques	47
	Références	49
	Annexe	52
	Annexe A : Entretiens auprès des personnes clés des groupes cibles	52
	Annexe B : Tableaux et figures sur lesquels repose l'analyse de cette étude	53

Liste des tableaux

1.	Caractéristiques du modèle de croissance de l'économie duale de Lewis	12
2.	Un cadre visant à comprendre les intersections entre les causes proches et les causes profondes de la croissance	15
3.	Indicateurs de scolarisation par secteur, 2009 et 2015	38
4.	Impact de la violence sur la capacité de l'État à assurer la sécurité et les opportunités économiques pour des moyens de subsistance durables.	42
5.	L'impact de la violence sur la capacité institutionnelle telle que mesurée par le CPIA	43
A1.	Dépenses du secteur de la sécurité par rapport aux budgets et au PIB	53
A2.	Dépenses annuelles pour l'armée dans les pays de l'IGAD, 2012-2016	53
A3.	Dépenses du secteur de la sécurité par rapport aux budgets et au PIB	54
A4.	Nombre de personnes déplacées par rapport à la population totale	55
A5.	Dépenses publiques par secteur (en millions de SSP)	56

Liste des figure

1.	Illustration graphique du modèle de croissance de Harrod-Domar	10
2.	Illustration programmatique des déterminants de la croissance économique	24
3.	Cadre de diagnostic de la croissance	26
4.	Impact du conflit sur les investissements du Sud-Soudan tel que représenté par le cadre de diagnostic de la croissance.	31
5.	Inflation, création brute de capital fixe et autres indicateurs macroéconomiques, 2012-2016	32
6.	Dépenses du secteur de la sécurité, recettes pétrolières nettes et budget approuvé au Sud-Soudan, 2012-2016	34
7.	Dépenses du secteur de la sécurité en pourcentage du budget total du GRSS et du PIB, 2012-2016	34
8.	Dépenses militaires dans les pays de l'IGAD, 2012-2016	35
9.	Investissement public dans l'éducation et la santé en tant que proportion des dépenses annuelles totales par secteur, 2013-2016.	39
10.	Violence et capacité de l'État	41
11.	L'impact de la violence sur la capacité institutionnelle telle que mesurée par la CPIA	43

Résumé

L'hypothèse centrale de cette étude est que le conflit violent est la principale contrainte à la croissance économique et un obstacle à la transition de la fragilité à la stabilité au Sud-Soudan. L'étude examine les déterminants de la croissance, puis applique le cadre de diagnostic sur la croissance (GDF) pour justifier le paramètre central de cette étude. Deux hypothèses clés servent de base à cette recherche: (1) Le conflit violent a pesé sur les investissements au Sud-Soudan au cours de la période 2012-2016; et (2) Le conflit violent continue d'affaiblir les institutions et les capacités de l'État à assurer la sécurité et les opportunités économiques pour des moyens de subsistance durables au Sud-Soudan.

1. Introduction

L'objectif de cette étude de cas du Sud-Soudan est de parvenir à une compréhension commune de deux concepts essentiels: la croissance et la fragilité. Ces deux concepts constituent le fondement théorique et empirique de notre enquête sur la nature des contraintes qui pèsent sur la croissance dans le contexte d'un État fragile comme le Sud-Soudan.

En ce qui concerne la croissance, nous nous tournons vers Simon Kuznets, qui affirme que "La croissance économique d'un pays peut être définie comme une augmentation à long terme de la capacité à fournir des biens économiques de plus en plus divers à sa population" (Kuznets, 1971:1). Le mot clé de cette définition est la capacité du pays (c'est-à-dire de l'économie) à produire, distribuer et fournir des biens et des services à travers un système de transactions et d'échanges soutenus entre les opérateurs économiques du pays et/ou avec le reste du monde. Kuznets précise en outre que cette capacité est "fondée sur le progrès technologique et les ajustements institutionnels et idéologiques qu'il exige" (Kuznets, 1971:1).

En ce qui concerne la fragilité, nous nous tournons vers le Fonds monétaire international (FMI). Dans l'une de ses études, le FMI définit les États fragiles comme "des États dans lesquels le gouvernement n'est pas en mesure de fournir de manière fiable des services publics de base à la population - qui sont confrontés à des obstacles graves et bien ancrés au développement économique et humain⁴." L'étude du FMI explique également que : "Bien que les définitions de la fragilité et les circonstances nationales diffèrent, les États fragiles présentent généralement une combinaison d'institutions faibles et non inclusives, une mauvaise gouvernance et des contraintes dans la poursuite d'un intérêt national commun.⁵" Grâce à cette définition, nous sommes en mesure de montrer que le Sud-Soudan est devenu un État indépendant le 9 juillet 2011 avec une fragilité inhérente qu'il a héritée du Soudan, en gardant à l'esprit que le Soudan était classé comme un pays fragile avec un faible niveau de développement économique avant la séparation du Sud-Soudan.

Malgré cette fragilité inhérente, le Sud-Soudan est doté de ressources naturelles telles que du pétrole fossile, des minéraux, de l'eau, de la faune, du bétail, de la pêche, de la sylviculture et d'une vaste superficie de 644 329 kilomètres carrés. Il compte une population de 12,3 millions d'habitants, dont environ 83 % vivent dans des zones rurales (NBS, 2016). Le pays est non seulement jeune, mais il a aussi une population jeune où 51% ont moins de 18 ans et 72% de la population totale du Sud-Soudan a moins de 30 ans. C'est un pays multiethnique avec plus de 64 groupes ethniques et

trois familles de langues principales (bantou, nilotique et soudanais) (Nyombe, 2007). C'est également un pays enclavé, entouré de six pays, avec une frontière terrestre totale de 5 413 km (CIA Factbook, 2012).

On s'attendait à ce que le Sud-Soudan, compte tenu de la richesse de ses ressources naturelles et de son capital politique international, connaisse des taux élevés de croissance économique ou, du moins, qu'il prenne des mesures pour stabiliser son économie. Mais ce ne fut pas le cas, car le pays se trouvait déjà dans un piège de fragilité. La Banque mondiale définit cinq phases critiques du piège de la fragilité. La Banque déclare que : "Si les pays connaissent des cycles répétés de mauvaise gouvernance, de faibles investissements, de nouveaux stress et de reprises violentes, ils peuvent rester coincés dans un piège de fragilité⁶." Il est important que nous soulignons brièvement ces phases d'un piège de fragilité pour le Sud-Soudan. Elles ne décrivent pas seulement la nature de la fragilité, mais les conditions initiales qui prévalaient au Sud-Soudan avant le déclenchement du conflit violent en janvier 2012 et le 15 décembre 2013.⁷

La première phase est celle où le Sud-Soudan a raté, pendant la période intérimaire (2005- 2011), l'occasion de réformer les institutions de résistance pour les transformer en celles d'un État-nation. Cette incapacité à réformer les institutions et les structures de résistance a conduit le Sud-Soudan à la deuxième phase. Cette deuxième phase se caractérise par un faible investissement dans ce que Rodrik (2018) appelle les " capacités fondamentales " nécessaires pour que le pays s'engage sur la voie d'une paix durable, de la croissance économique et de l'éradication de la pauvreté. Il y a eu, par exemple, un faible, voire une absence d'investissement dans des domaines essentiels tels que les institutions de gouvernance économique, les services de base, le capital social, le capital humain, le capital physique, les infrastructures, etc. Et ce, malgré les importantes recettes pétrolières perçues par le pays. Nos estimations montrent que l'ancien gouvernement du Sud-Soudan (GoSS) et son successeur, le gouvernement de la République du Sud-Soudan (GRSS), ont reçu un montant combiné estimé à 20 milliards de dollars US de revenus pétroliers au cours de la période allant de 2005 à juin 2013 .

De plus, les archives de la Banque mondiale montrent que le GoSS/GRSS a déclaré avoir dépensé 1,3 milliard de dollars pour les routes au cours de la même période, alors qu'il est connu du grand public qu'il n'existe qu'une seule route goudronnée de 192 km (la route Nimule-Juba). Cette route a été financée par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). En fait, cette somme (1,3 milliards de dollars) aurait pu permettre de construire 1 300 km de routes goudronnées.

La faiblesse des investissements dans les domaines clés que nous avons mentionnés ci-dessus a entraîné un mécontentement généralisé et de nouvelles pressions qui constituent la troisième phase du piège de la fragilité. Ces pressions se sont manifestées par des actes d'imprudence politique et des actions inappropriées de la part de plusieurs seigneurs de la guerre et milices. Le parti au pouvoir, le Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM), a également fait preuve d'imprudence politique. L'arrêt de la production pétrolière en janvier 2012 et les deux conférences de presse des 6 et 8 décembre 2013 ont, selon nous, déclenché le conflit violent actuel.

La quatrième phase est l'éruption du conflit violent comme cela s'est produit le 15 décembre 2013 et à nouveau le 8 juillet 2016. La cinquième phase est l'accord sur la

résolution du conflit au Sud-Soudan (ACRISS) d'août 2015, qui ne tient pas car le conflit persiste. Le Sud-Soudan est donc ancré dans un piège de fragilité induit par le conflit.

Cette étude cherche à savoir pourquoi le Sud-Soudan en tant qu'État est incapable de produire, de distribuer et de fournir des biens et des services à sa population. L'étude part de l'hypothèse que la violence est la principale contrainte à la croissance et un obstacle majeur pour que le Sud-Soudan échappe au piège de la fragilité. Le problème est à son tour formulé sous forme de questions: quels sont les déterminants de la croissance? L'économie du Sud-Soudan répond-elle à ces déterminants de la croissance? Si oui, comment? Et si non, quelles en sont les raisons? Et qu'est-ce qui empêche le Sud-Soudan d'échapper au piège de la fragilité?

La valeur ajoutée des résultats de cette étude est qu'elle contribuera à la concrétisation de trois initiatives. Il s'agit de: a) la stratégie de développement national (NDS); b) le dialogue national du Sud-Soudan (SSND); et c) le forum de revitalisation de haut niveau de l'IGAD (HLRF).

Le gouvernement transitoire d'unité nationale (TGoNU) du Sud-Soudan prépare actuellement une stratégie nationale de développement (NDS) sur trois ans (juillet 2018-juin 2021). L'objectif de la NDS est de consolider la paix et de stabiliser l'économie. C'est la première initiative qui bénéficiera des conclusions de cette étude. En effet, une compréhension correcte de la dynamique de croissance est importante pour la conception de la SND. Un point qui a attiré l'attention de Daniel Bromley (2014) lorsqu'il a déclaré: "Mon attention sur les moyens de subsistance est nécessaire parce que trop d'experts autoproclamés ont offert des diagnostics sérieusement erronés de la situation actuelle au Sud-Soudan". Soyons très clairs: les "problèmes politiques" et les "tensions ethniques" ne sont jamais les causes de quoi que ce soit. Ce sont plutôt les effets tout à fait prévisibles d'économies de marché dysfonctionnelles et d'une gouvernance incohérente" (Bromley, 2014:1).

La deuxième initiative qui bénéficiera des résultats analytiques de cette étude de cas est le Dialogue national du Sud-Soudan (SSND), qui a été lancé en mai 2017. Le SSND vise à encourager une large participation de tous les segments de la société dans la résolution des crises de gouvernance et de leadership au Sud-Soudan. Un dialogue éclairé nécessitera une théorie minutieuse et une analyse empirique détaillée pour guider ce processus vers la réalisation de ses objectifs énoncés. Cette étude de cas est l'un des points de référence critiques nécessaires, mais non suffisants.

La troisième initiative qui bénéficiera de cette étude de cas est le Forum de revitalisation de haut niveau de l'IGAD (HLRF). Le premier acte pertinent du HLRF a été de se réunir en août 2017 lors d'une réunion d'experts indépendants avec l'objectif énoncé suivant:

" L'objectif de la réunion d'experts indépendants de haut niveau de l'IGAD est de fournir une plateforme pour une discussion globale et approfondie sur la façon de revitaliser l'ARCSS et la voie à suivre pour relever les défis politiques actuels auxquels est confronté le processus de transition du Sud-Soudan ". La réunion des experts indépendants de haut niveau de l'IGAD réfléchira aux défis et proposera une voie à suivre pour le Conseil des ministres de l'IGAD.⁸⁷"

En ce qui concerne la méthodologie de recherche, nous utilisons le cadre de diagnostic sur la croissance (GDF) et l'entretien avec des personnes clés (KII) pour répondre aux questions de recherche. Notre appel à l'utilité de la théorie de la croissance et de l'économie des conflits fournira les connaissances et les perspectives essentielles à la formulation d'un programme de reconstruction post-conflit pour le Sud-Soudan. L'évaluation des effets du conflit violent sur la performance économique et la fragilité de l'État permettra aux experts de contribuer à: a) l'identification correcte des institutions et des politiques de promotion de la croissance; b) à la mise en évidence des hypothèses qui sous-tendent les réformes proposées, par exemple, par l'ARCISS sous la médiation de l'IGAD; et c) à l'utilisation systématique de la théorie pour orienter la mise en œuvre des politiques.

Comme le souligne Hoeffler (2017:4): "... L'instrument politique de la médiation de la paix (pour parvenir à un règlement formel) stabilisera la paix, mais il ne renforcera pas la croissance post-conflit." Cela est dû, selon nous, au fait que ces instruments de médiation de paix ne sont pas fondés sur l'économie des conflits et l'économie institutionnelle. La croissance post-conflit serait renforcée lorsque des institutions politiques et économiques inclusives sont mises en place.

D'ailleurs, Bromley (2014) nous rappelle que: "Il faut comprendre que le problème central du Sud-Soudan est celui d'un dysfonctionnement économique global. Il est bien entendu que les maigres moyens de subsistance (pénurie matérielle) donnent lieu à des conflits. Il est également évident que la présence d'une ressource naturelle abondante telle que le pétrole exacerbe le problème de la construction d'une nation. Cependant, la pénurie peut conduire à la coopération. Le mécanisme de transmission qui rend possible des moyens de subsistance plausibles et durables est une gouvernance cohérente. Une économie de marché fonctionnelle n'apparaît pas simplement par hasard, elle doit être créée" (2014:2).

Le reste du document est divisé en 4 sections principales. La section 2 présente une analyse documentaire. La section 3 présente la méthodologie de recherche, y compris les hypothèses, ainsi que la nature et les sources des données. La section 4 examine et résume les résultats. La section 5 présente la conclusion du document.

2. Examen de la littérature théorique et empirique

Le point de départ de notre examen de la littérature est constitué par les dix recherches cadres réalisées sous la direction du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique (CREA) dans le cadre du projet de recherche sur la croissance dans les Etats fragiles et post-conflit en Afrique. L'idée principale commune de ces études est, à notre avis, l'utilité de la théorie et de l'empirisme dans la formulation et l'exécution de la politique économique. Ils fournissent donc un ensemble important d'analyses documentaires dans lequel nous pouvons nous appuyer en ce qui concerne les coûts de la guerre civile (Dunne et Tian, 2017; Hoeffler, 2017) et l'impact des conflits sur la croissance (Nkurunziza, 2017).

Nous sommes également conscients de la riche littérature sur les causes de la guerre civile dirigée par Collier (1999; 2000; 2009); Collier et Hoeffler (1998; 2002; 2003 et 2015) et Collier et al. (2003). Frontier Economics (2014) complète ces connaissances en fournissant des preuves empiriques sur les conséquences économiques de l'actuel conflit violent sud-soudanais.

Notre compréhension, cependant, du thème de ce projet de recherche collaborative porte sur la croissance dans les États fragiles et post-conflit en Afrique. La croissance et la fragilité induite par les conflits présentent un intérêt particulier dans l'étude de cas du Sud-Soudan. Notre approche consiste donc à examiner la littérature sur la croissance et sur l'économie de la violence. L'approche préférée aurait été d'examiner la littérature sur la fragilité induite par les conflits plutôt que l'économie de la violence. Cependant, nous ne disposons pas encore d'une théorie en soi de l'économie de la fragilité. Par conséquent, notre approximation de cette théorie est l'économie de la violence. Les deux théories (croissance et violence) se complètent dans notre recherche d'identification des contraintes contraignantes sur la croissance et sur la sortie de la fragilité. Autrement dit, la théorie de la croissance économique nous aide à découvrir les déterminants immédiats et fondamentaux de la croissance, tandis que la théorie de l'économie de la violence nous permet d'expliquer le comportement des opérateurs économiques dans un environnement de grande incertitude engendré par la violence. Les ménages des zones rurales sont, par exemple, en concurrence pour les facteurs de production (c'est-à-dire la terre et le travail) avec le gouvernement et les groupes d'opposition armés au Sud-Soudan. Le gouvernement et les groupes d'opposition armés sont essentiellement en concurrence pour le monopole de la violence, ce qui s'appuie sur la fonction de production d'une entreprise monopolistique.

Ce chapitre est donc divisé en deux sections: La littérature sur la croissance est brièvement examinée dans la section 2.1. La littérature sur l'économie de la violence est ensuite présentée dans la section 2.2.

La littérature sur la croissance

Un regard en arrière dans l'histoire de la pensée économique révèle que ce qui fait croître l'économie a toujours été la question dominante, que les économistes cherchent à comprendre et à expliquer. Cette recherche continue a commencé, à notre avis, avec le livre fondateur d'Adam Smith: Une étude de la nature et des causes de la richesse des nations, publié pour la première fois en 1776. Nous citons le paragraphe suivant de l'introduction de la Richesse des nations pour étayer notre point de vue:

"Le travail annuel de chaque nation est le fonds qui lui fournit à l'origine toutes les denrées nécessaires et les comforts de la vie qu'elle consomme annuellement ... porte une proportion plus ou moins grande au nombre de ceux qui doivent le consommer..... [Mais cette proportion doit être réglée dans chaque nation par deux circonstances différentes : d'abord, par la compétence, la dextérité et le jugement avec lesquels le travail est généralement appliqué ; et ensuite, par la proportion entre le nombre de ceux qui sont employés à des travaux utiles et celui de ceux qui ne le sont pas"⁹.

Notre interprétation du paragraphe ci-dessus nous amène à affirmer que le travail était, selon Adam Smith, le principal moteur de la croissance économique à son époque. En outre, Adam Smith considérait que le processus de croissance était endogène (Lowe, 1954; 1987; Eltis, 1984). Un examen approfondi du concept ou de l'expression "travail annuel" en tant que "fonds" révélerait qu'Adam Smith traitait essentiellement le travail comme une combinaison de capital humain et de technologie (qui est créée par ce travail à travers l'innovation et le savoir-faire) qui, à son tour, produisait ce qu'Acemoglu appelle "les paramètres et les politiques qui ont une influence de premier ordre sur le capital physique et humain et la technologie" (Acemoglu, 2009:24). De plus, nous pourrions penser que ce à quoi Adam Smith faisait référence comme "l'habileté, la dextérité et le jugement avec lesquels son travail est généralement appliqué", est en fait ce que Simon Kuznets reformule comme suit:

"Si l'on veut que la technologie soit utilisée efficacement et largement et, en fait, si l'on veut que son propre progrès soit stimulé par cette utilisation, il faut procéder à des ajustements institutionnels et idéologiques afin d'utiliser correctement les innovations générées par le stock croissant de connaissances humaines" (Kuznets, 1971:1).

Il est donc évident que le progrès technologique est fonction de la connaissance humaine (c'est-à-dire de l'habileté, de la sagacité et du jugement avec lesquels le travail est utilisé dans la production de biens et de services). À cet égard, nous considérons la Richesse des nations comme la première théorie de croissance économique dans laquelle le travail est le principal moteur de la croissance. Ce point devient plus clair si nous nous tournons vers Daron Acemoglu qui définit la technologie comme suit: " les progrès des techniques de production, les progrès des connaissances et l'efficacité générale de l'organisation de la production " (Acemoglu, 2009: 25).

Avant d'aborder les causes immédiates et fondamentales de la croissance économique, il est plus approprié de revenir à Simon Kuznets, puisque nous avons utilisé sa définition de la croissance économique dans le chapitre d'introduction de ce document. Dans le cadre de son discours de remise du prix Nobel, Kuznets (1971) a identifié les six caractéristiques suivantes de la croissance économique:

- (i) Taux élevés d'augmentation du produit par habitant et de la population dans les pays développés;
- (ii) Taux élevés d'augmentation de la production par unité de tous les intrants;
- (iii) Taux élevé de transformation structurelle;
- (iv) Des changements dans les structures de la société et son idéologie, par exemple l'urbanisation et la sécularisation;
- (v) la mondialisation ou ce que Kuznets décrit comme "la propension à s'ouvrir au reste du monde" (1971:2); et
- (vi) l'écart croissant entre les pays développés et les pays en développement, en ce sens que "les performances économiques des pays représentant les trois quarts de la population mondiale sont encore loin d'atteindre les niveaux minimums réalisables avec le potentiel de la technologie moderne" (Kuznets, 1971:2).

Les caractéristiques susmentionnées de la croissance économique moderne ont été modifiées et confirmées par les travaux empiriques de Stephen Broadberry (2016), qui s'est appuyé sur les travaux d'historiens de l'économie (Broadberry, 2015 ; Broadberry et al., 2015 ; Maddison 2001 ; 2010 ; van Zanden, Jan Luiten et Bas van Leeuwen, 2012 ; Malanima 2011 ; Alvarez-Nogal et Prados de la Escosura, 2013) ; en d'autres termes, Broadberry, utilisant des données quantitatives sur le PIB, la population et le PIB par habitant remontant à l'époque médiévale, a résumé ses conclusions comme suit:

"...nous fournissons un énoncé sommaire des caractéristiques révisées de la croissance économique moderne, obtenues de manière inductive à partir

de la disponibilité croissante de preuves quantitatives sur le processus de croissance à long terme au cours du dernier millénaire et présentées dans la section précédente" (Broadberry, 2016:21). Ces caractéristiques sont:

- a) Une croissance continue du produit par habitant, avec la fin des inversions de croissance;
- b) Transition démographique;
- c) Transformation structurelle durable, de l'agriculture aux services et à l'industrie;
- d) Changement institutionnel: centralisation fiscale et contrôle parlementaire;
- e) l'intégration des marchés; et
- f) Grande divergence.

Bien que les caractéristiques de la croissance économique mentionnées ci-dessus soient d'une importance notable, elles ne nous disent malheureusement pas comment et pourquoi la croissance et les performances diffèrent d'un pays à l'autre et au fil du temps; autrement dit, nous avons besoin d'une théorie de la croissance, qui nous indiquerait quelles sont les causes immédiates et fondamentales de la croissance économique. Petrakos et Arvanitidis nous informent néanmoins qu'il n'existe pas de théorie unifiée de la croissance.

Enfin, il convient de souligner qu'en raison de l'absence d'une théorie unifiée sur la croissance économique, un volume important de recherches empiriques a des bases multithéoriques. Cela signifie que les études s'appuient sur plusieurs cadres théoriques et examinent les facteurs mis en évidence par de nombreux paradigmes. En conséquence, les résultats sont souvent contradictoires et loin d'être concluants (2008:12). Nous sommes toutefois réconfortés par Daron Acemoglu qui affirme que:

"Si les macroéconomistes ne s'accordent pas sur la manière d'aborder les phénomènes macroéconomiques à court terme et sur les limites de la macroéconomie, ils s'accordent largement sur les modèles phares de l'analyse macroéconomique dynamique. Il s'agit du modèle de croissance de Solow, du modèle de croissance néoclassique, du modèle des générations chevauchantes et des modèles de changement technologique et d'adoption de la technologie. Puisque tous ces modèles sont des modèles de croissance économique, un traitement approfondi de la croissance économique moderne peut également fournir (et devrait peut-être fournir) une introduction à ce sujet central de la macroéconomie moderne" (Acemoglu, 2009: xi).

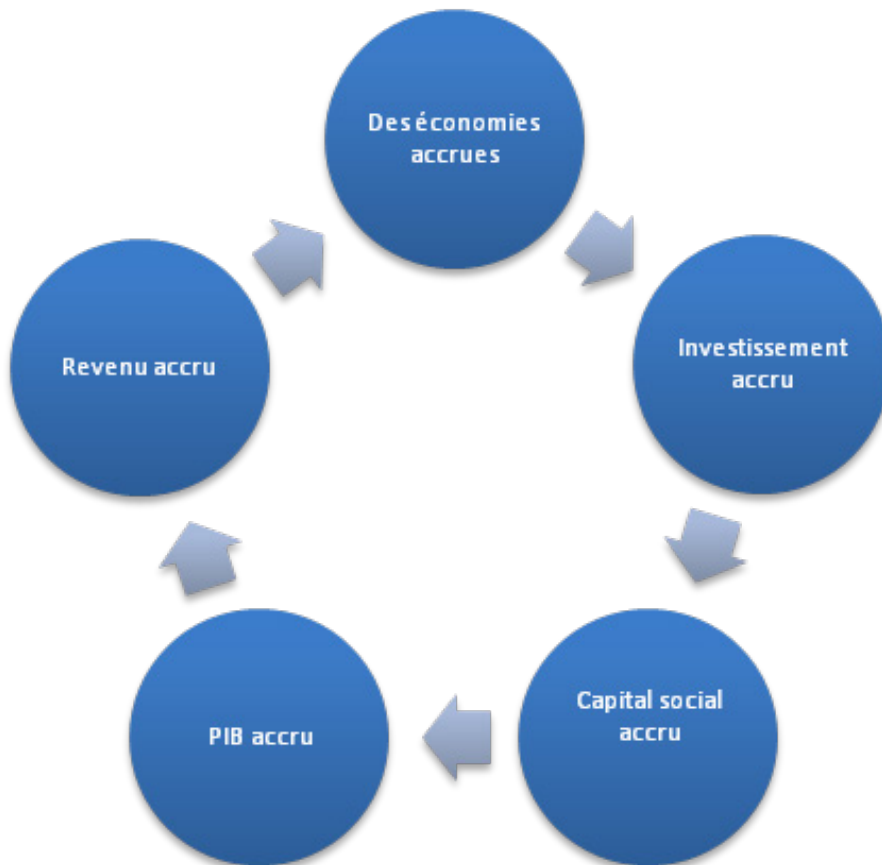
Il convient de préciser à ce stade qu'en entreprenant cette étude de cas du Sud-Soudan, notre intérêt ne porte pas sur ce qu'Acemoglu (2009) appelle la mécanique des modèles de croissance, mais plutôt sur la mécanique de la croissance économique elle-même. Nous posons la question de savoir pourquoi l'économie du Sud-Soudan n'a pas connu de croissance malgré des conditions initiales propices à la croissance. Nous nous tournons vers les travaux de Daron Acemoglu (2009) pour nous aider à répondre à cette question. En effet, son travail est exhaustif dans la mesure où il utilise la théorie et les données empiriques pour différencier les causes immédiates et fondamentales de la croissance économique. Il s'agit, selon nous, d'une contribution majeure à la compréhension de la croissance économique dans un contexte fragile et post-conflit, tel que celui du Sud-Soudan.

Concernant les déterminants immédiats de la croissance, Acemoglu (2009) identifie le capital physique, le capital humain et la technologie comme les causes immédiates de la croissance économique. Nous ajoutons à cette liste les économies et les investissements, ou plus précisément le ratio d'épargne et le ratio capital-production, qui étaient au centre de cadres théoriques antérieurs tels que : a) le modèle Harrod-Domar¹⁰ de croissance économique ; et b) le modèle de croissance économique de Lewis (c'est-à-dire d'une économie duale avec une offre illimitée de main-d'œuvre).

Le modèle Harrod-Domar est un modèle keynésien classique de croissance économique. Ce modèle stipule simplement que le taux de croissance du PIB est égal au ratio d'épargne divisé par le ratio capital-production. En ce sens, on peut dire qu'il s'agit principalement d'une étude des conditions qui influencent la croissance régulière et ininterrompue du revenu national dans un pays. Par conséquent, à la base de ce modèle, il y a le processus d'accumulation du capital. Il repose sur les quatre hypothèses suivantes, exprimées par des équations simples:

- 1) $S=sY$, où S représente les économies totales dans l'économie, s est le taux d'épargne (ou la propension à épargner), Y est la production totale, le revenu ou le produit intérieur brut (PIB).
- 2) $I=\Delta K$ où I est l'investissement, K est le stock de capital, et ΔK est la variation du stock de capital.
- 3) $I=S$, c'est-à-dire que l'épargne et les investissements sont égaux au sens ex ante et ex post.
- 4) $g = \Delta Y/Y = s/\sigma$, où g est le taux de croissance du revenu et σ est le ratio capital-production. ($\sigma=K/Y$) ou la productivité de l'investissement.

Il est évident, d'après la troisième hypothèse, que le modèle tient compte à la fois du côté de la demande (c'est-à-dire des investissements) et du côté de l'offre (c'est-à-dire de l'épargne) de l'accumulation du capital. Pour rendre l'exposé plus facile, nous illustrons le modèle de croissance économique de Harrod-Domar à l'aide d'un cycle virtuel.

Figure 1 : Illustration graphique du modèle de croissance de Harrod-Domar

Les idées d'emprunts étrangers et externes sont issues de ce modèle, dans la mesure où les pays en développement sont normalement confrontés à un faible niveau d'investissement en raison d'une épargne intérieure insuffisante. Pour combler le déficit d'épargne, l'économie d'un pays en développement comme le Sud-Soudan pourrait bénéficier d'une aide au développement (aide étrangère) et/ou d'emprunts auprès des pays développés et des institutions financières internationales (IFI), telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque africaine de développement (BAD), etc. Par conséquent, l'augmentation de l'épargne (dans la figure 1 ci-dessus) entraînerait à son tour une augmentation des investissements, par exemple dans les infrastructures, les équipements et les machines, et d'autres biens d'équipement. L'augmentation des investissements entraîne une hausse du niveau du capital, qui sera à son tour utilisé dans la production de ce que Kuznets appelle "des biens économiques de plus en plus diversifiés" (Kuznets, 1971:1). L'augmentation du PIB (c'est-à-dire des biens et services économiques diversifiés) entraînerait des niveaux de revenu plus élevés, sachant que l'épargne dans ce modèle est fonction du revenu et que nous

sommes de retour au point (c'est-à-dire au cercle) où nous avons commencé ce cycle virtuel - l'augmentation de l'épargne, résultant d'un revenu national plus élevé, entraînerait une augmentation de l'investissement vers un capital plus élevé et le cycle continue.

Les quatre principaux cadres théoriques qui sous-tendent notre revue de la littérature sur la croissance s'accordent à dire que l'accumulation de capital physique est l'un des principaux déterminants de la croissance économique. Ces quatre cadres théoriques sont: a) le modèle de croissance économique de Harrod-Domar; b) le modèle de croissance économique de Lewis (c'est-à-dire d'une économie duale avec une offre de travail illimitée); c) le modèle de croissance néoclassique (en particulier le modèle de Solow-Swan); et d) la nouvelle théorie de la croissance. Nous n'avons pas inclus les étapes de la croissance économique de Walt Rostow dans ces cadres, car nous ne nous intéressons pas aux étapes de la croissance en soi, mais plutôt aux déterminants de la croissance.¹¹ La troisième étape du modèle de Rostow (c'est-à-dire la reprise) est toutefois pertinente pour cette étude de cas, surtout lorsqu'elle est lue conjointement avec les modèles de croissance de Lewis et de Harrod-Domar.

L'illustration graphique de la figure 1 ci-dessus du modèle de croissance de Harrod-Domar est basée sur un grand nombre de documents empiriques. Par exemple, Nkurunziza (2017), citant les travaux de Bosworth et Collins (2003), affirme "que l'accumulation de capital était la clé de l'expérience de croissance réussie des économies d'Asie de l'Est" (Nkurunziza, 2017:16). Il conclut que "les pays africains devront augmenter considérablement leurs taux d'accumulation du capital pour obtenir des taux élevés et durables de croissance économique" (Nkurunziza, 2017:16). Cela s'explique par le fait que l'accumulation de capital est influencée, selon la littérature sur la croissance, par les faibles rendements de l'activité économique et le coût élevé du financement (Hausmann et al., 2005; Rodrik, 2013). De plus, Dani Rodrik (2013) explique à l'aide du GDF que les faibles rendements de l'investissement privé et "donc la demande inadéquate d'investissement sont dus à : des défaillances du gouvernement, des défaillances du marché et des problèmes sur d'autres marchés¹²."

Nous ferions preuve de négligence si nous ne faisons pas mention du modèle de Lewis à ce stade, avant de passer aux causes fondamentales de la croissance économique. W. Arthur Lewis est considéré comme l'un des pionniers de l'économie du développement.¹³ Il a reçu le prix Nobel en 1979 pour ses travaux novateurs sur l'accumulation du capital dans une économie duale caractérisée par deux secteurs: le secteur traditionnel dominé par l'agriculture de subsistance et le secteur capitaliste moderne dirigé par l'industrie. Le modèle de croissance de Lewis repose sur six hypothèses, qui sont les suivantes:

1. Une économie en développement dispose d'un excédent de main-d'œuvre improductive dans le secteur agricole.

2. Ces travailleurs sont attirés par le secteur manufacturier en pleine croissance où des salaires plus élevés sont proposés.
3. Les salaires dans le secteur manufacturier sont fixes.
4. Les entrepreneurs du secteur manufacturier font des profits parce qu'ils demandent un prix supérieur au taux de salaire fixe.
5. Ces bénéfices seront réinvestis dans l'entreprise sous forme de capital fixe.
6. Un secteur manufacturier développé signifie qu'une économie est passée d'une économie traditionnelle à une économie industrialisée.

Nous présentons dans le tableau 1 ci-dessous les caractéristiques comparatives du modèle de croissance de l'économie duale de Lewis sous forme de tableau:

Tableau 1 : Caractéristiques du modèle de croissance de l'économie duale de Lewis

Secteur classique (agriculture de subsistance)	Secteur capitaliste (secteur industriel)
1. Processus de production à forte intensité de main-d'œuvre	1. Processus de fabrication à forte intensité de capital reposant sur l'utilisation de capital pouvant être reproduit
2. Faibles salaires moyens	2. Salaires moyens plus élevés
3. Faible productivité marginale et moyenne	3. Productivité marginale plus élevée et moyenne
4. Faible dépendance à l'égard du capital	4. Forte demande de main-d'œuvre

Nous devons souligner que le modèle de croissance de l'économie duale présente d'autres caractéristiques, telles que le secteur formel par rapport au secteur informel, le secteur commercial par rapport au secteur non commercial, l'économie monétaire par rapport à l'économie non monétaire (Rodrik, 2016). Ces caractéristiques du dualisme sont présentées par l'économie sud-soudanaise, d'où la pertinence du modèle de croissance de l'économie duale de Lewis pour cette étude de cas. Par exemple, nos résultats montrent que le surplus de main-d'œuvre dans le secteur traditionnel (c'est-à-dire le secteur rural du Sud-Soudan, dont plus de 80 % de la population tire ses moyens de subsistance) est orienté vers la production de violence, tant par le gouvernement que par les groupes d'opposition armés.

Nous allons maintenant nous pencher sur les causes fondamentales de la croissance économique, comme le préconise la nouvelle théorie de la croissance économique (Kremendi et Mequire, 1985; Lucas, 1988; Grier et Tullock, 1989; Romer, 1990; Barro, 1991; Acemoglu et al., 2005; Acemoglu, 2009; Rodrik, 2018). Il est toutefois impératif de se pencher d'abord brièvement sur le modèle de croissance néoclassique, né de la faiblesse du modèle de croissance Harrod-Domar. Le modèle Solow-Swan est notre point d'entrée dans le modèle de croissance néoclassique. En effet, ce modèle

adopte une vision à long terme de l'économie en se concentrant sur la fonction de production agrégée de type Cobb-Douglas. Cette fonction de production agrégée s'exprime par une simple équation unique comme suit:

$$F [K, L, A] = Ak^{\alpha} L^{1-\alpha} \quad (1)$$

Avec $0 < \alpha < 1$, et F est une fonction de production de la production (c'est-à-dire le PIB), qui dépend de trois facteurs de production: K désignant le capital, L représentant le travail, et A désignant la technologie. Nous ajouterions la terre à la liste des facteurs de production dans le cas du Sud-Soudan, notamment en raison de l'importance des ressources naturelles dans son économie.

$$F(Y) = Ak^{\alpha} L^{\beta} N^{1-\alpha-\beta} \quad (2)$$

Le cadre de comptabilité de la croissance est une autre contribution importante du modèle de Solow (Acemoglu, 2009). Il fournit également un cadre important pour l'utilisation des outils macroéconomiques et microéconomiques afin de comprendre les déterminants de la croissance. Acemoglu souligne cette contribution comme suit:

" Une autre contribution majeure de Bob Solow à l'étude de la croissance économique a été le constat que cette fonction de production, combinée à des marchés de facteurs concurrentiels, nous donne également un cadre pour rendre compte des sources de la croissance économique ". Solow (1957) a développé ce qui est devenu l'un des outils les plus courants en macroéconomie, le cadre de comptabilité de la croissance " (Kuznets, 2009:87).

De plus, Smriti Chand¹⁴ fournit un bon résumé du modèle de croissance économique de Solow-Swan, qui "postule une fonction de production continue reliant la production aux intrants que sont le capital et le travail, ce qui conduit à un état d'équilibre stable de l'économie¹⁵." Voici quelques-uns des points pertinents pour notre étude de cas:

1. Le taux de croissance de la production dans un état stable est exogène et est indépendant du taux d'épargne et du progrès technique.
2. Si le taux d'épargne augmente, il augmente la production par travailleur en augmentant le capital par travailleur, mais le taux de croissance de la production n'est pas impacté.

3. Une autre implication du modèle est que la croissance du revenu par habitant peut être obtenue soit par une augmentation de l'épargne, soit par une réduction du taux de croissance de la population. Ceci est vrai si la dépréciation est autorisée dans le modèle.
4. Une autre prédiction du modèle est qu'en l'absence d'améliorations continues de la technologie, la croissance par travailleur doit finalement cesser. Cette prédiction découle de l'hypothèse des rendements décroissants du capital.
5. Ce modèle prédit une convergence conditionnelle. Tous les pays ayant des caractéristiques similaires telles que le taux d'épargne, le taux de croissance de la population, la technologie, etc. qui influent sur la croissance convergeront vers le même niveau d'équilibre. Cela signifie que les pays pauvres ayant le même taux d'épargne et le même niveau de technologie que les pays riches atteindront les mêmes taux de croissance stables à long terme.¹⁶

La nouvelle théorie de la croissance part du modèle néoclassique (c'est-à-dire le modèle de Solow) en endogénéisant le progrès technologique. Daron Acemoglu articule ce point comme suit:

"Dans tous nos modèles, en particulier dans ceux qui endogénéisent le capital physique, le capital humain et l'accumulation technologique, les individus répondront à des incitations (au profit). Les institutions économiques façonnent ces incitations. Par conséquent, nous verrons que la façon dont les humains eux-mêmes décident d'organiser leurs sociétés détermine si les incitations à améliorer la productivité et à augmenter la production seront présentes. Certains modes d'organisation des sociétés encouragent les gens à innover, à prendre des risques, à épargner pour l'avenir, à trouver de meilleures façons de faire les choses, à apprendre et à s'éduquer, à résoudre des problèmes d'action collective et à fournir des biens publics" (Acemoglu, 2009:143).

L'extrait ci-dessus d'Acemoglu (2009) est un point important pour l'examen des causes profondes de la croissance. Il souligne ces causes comme suit:

"Au risque de simplifier à l'extrême des phénomènes complexes, nous pouvons penser à la liste suivante de causes profondes potentielles : (i) la chance (ou les équilibres multiples) qui conduit à des trajectoires divergentes entre des sociétés ayant des opportunités, des préférences et des structures de marché identiques ; (ii) les différences géographiques qui influent sur l'environnement dans lequel vivent les individus et qui influencent la productivité de l'agriculture, la disponibilité des ressources naturelles, certaines contraintes sur les comportements individuels, voire

les attitudes individuelles ; (iii) les différences institutionnelles qui ont une incidence sur les lois et règlements régissant le fonctionnement des individus et des entreprises et qui déterminent donc les incitations à l'accumulation, à l'investissement et au commerce ; et (iv) les différences culturelles qui déterminent les valeurs, les préférences et les croyances des individus " (Acemoglu, 2009 : 23).

Nous avons maintenant cinq déterminants immédiats de la croissance (épargne, investissement, capital physique, capital humain et technologie) et quatre causes profondes de la croissance (chance, culture, géographie et institutions). Nous proposons ci-dessous un cadre sous la forme d'une matrice politique pour comprendre les intersections entre les causes de proximité et les causes profondes de la croissance. Les rangées présentent les déterminants immédiats de la croissance, tandis que les colonnes représentent les causes profondes.

Tableau 2 : Un cadre visant à comprendre les intersections entre les causes proches et les causes profondes de la croissance

Déterminants de proximité de la croissance économique	Causes profondes de la croissance économique			
	Chance (Leadership)	Culture	Géographie	Institutions
Épargne	Un leadership visionnaire assure: a) un environnement propice à l'épargne nationale b) la mobilisation de l'aide au développement et l'utilisation efficace de l'aide étrangère c) des emprunts efficaces auprès de sources intérieures et extérieures.	Influence le taux d'épargne de la société	Prête des ressources naturelles, qui contribuent directement à la croissance de la richesse de la nation	Des institutions efficaces, tout comme le leadership, garantissent a) un environnement propice à l'épargne intérieure b) la mobilisation de l'aide au développement et l'utilisation efficace de l'aide étrangère c) des emprunts efficaces auprès de sources intérieures et extérieures.

suite page suivante

Tableau 2 Continué

Déterminants de proximité de la croissance économique	Causes profondes de la croissance économique			
	Chance (Leadership)	Culture	Géographie	Institutions
Capital humain	Un leadership visionnaire garantit l'investissement dans le domaine de: a) l'éducation b) la santé c) La recherche et le développement (R et D)	Influence la volonté de la société d'accumuler du capital humain.	Les conditions géographiques déterminent le type de système éducatif qui, à son tour, permet à la société ou au pays de poursuivre des stratégies de croissance économique compatibles avec la géographie dans laquelle la société se trouve.	Des institutions politiques et économiques inclusives qui garantissent une accumulation efficace et efficiente du capital humain pour une croissance économique durable.
Technologie	Un leadership visionnaire assure: a) la destruction novatrice des vieilles technologies par l'innovation et l'adoption de nouvelles technologies avancées.	les différences culturelles qui déterminent les valeurs, les préférences et les croyances des individus quant au type de changement technologique et à l'adoption de la technologie.	Les conditions géographiques déterminent le type de changement technologique et l'adoption de technologies qui, à leur tour, permettent à la société ou au pays de poursuivre des stratégies de croissance économique compatibles avec la géographie dans laquelle la société se trouve.	Des institutions politiques et économiques inclusives qui garantissent des systèmes efficaces et efficaces encourageant les progrès des techniques de production, les progrès des connaissances et l'efficacité générale de l'organisation de la production.

Source: Établi par les auteurs

La première colonne porte sur la chance comme l'une des causes profondes, qu'Acemoglu et al. (2016) semblent avoir remplacée par "l'ignorance" dans leur récent ouvrage intitulé Pourquoi les nations échouent. Leur perspective est sous-tendue par trois paradigmes - économie institutionnelle, économie du développement et histoire économique - qu'ils ont utilisés pour évaluer la validité empirique des quatre causes profondes de la croissance. Pendant ce temps, Jones et Olken (2005) considèrent que la chance signifie le leadership et posent la question suivante: les leaders sont-ils importants? Ils répondent à leur question de manière positive. Ils ont étudié le

leadership et la croissance économique depuis la Seconde Guerre mondiale et ont constaté que les leaders sont importants. Ils concluent:

"Nous trouvons des preuves solides que les leaders comptent pour la croissance. Les résultats suggèrent que les effets des dirigeants individuels sont les plus forts dans les contextes autocratiques où il y a moins de contraintes sur le pouvoir d'un dirigeant. Les dirigeants semblent également avoir un impact sur les résultats des politiques, en particulier la politique monétaire. Les résultats suggèrent que les dirigeants individuels peuvent jouer un rôle crucial dans le façonnement de la croissance des nations (Jones et Olken, 2005:835).

Brady et Spence (2009) appuient les preuves empiriques ci-dessus en évaluant le rapport de la Commission sur la croissance.¹⁷ Ils affirment que :

Dans une étude empirique minutieuse, Jones et Olken (2005) examinent toutes les économies de l'après-Seconde Guerre mondiale et trouvent 57 cas dans lesquels le dirigeant du pays meurt soudainement ou démissionne, par exemple, ce qui leur permet d'utiliser l'expérience naturelle de changement de dirigeant pour des raisons exogènes afin de résoudre le problème d'endogénéité. En d'autres termes, le décès inattendu d'un dirigeant nous donne l'occasion de mesurer l'effet de ce dernier sur la croissance. Bien entendu, le changement peut être positif ou négatif. Ils ont constaté que le changement de dirigeants nationaux est lié à la croissance économique. Les effets étaient les plus forts (tant positifs que négatifs) dans les contextes autocratiques où un ou quelques dirigeants ont un pouvoir centralisé (Brady et Spence, 2009, p. 4).

Besley et al. (2011), inspirés par les travaux de Jones et Olken (2005), ont examiné des données sur environ 1 000 dirigeants politiques au cours de la période 1875-2004. Ils ont constaté que "l'hétérogénéité du niveau d'éducation des dirigeants est importante, la croissance étant plus élevée lorsque les dirigeants ont un niveau d'éducation plus élevé" (Besley et al., 2011:205).

Nous sommes d'accord avec les résultats ci-dessus en ce sens qu'un leader visionnaire est indispensable aux premiers stades d'un nouveau pays, comme le Sud-Soudan. En effet, un leader visionnaire est nécessaire pour mettre en place les bases d'institutions politiques et économiques inclusives, qui à leur tour formuleront et exécuteront des politiques favorisant la croissance. Par conséquent, le leadership est, à notre avis, le principal moteur de la croissance économique, avant les institutions. De plus, les recherches universitaires sur le leadership et la croissance économique sont limitées; un point qui nous incite à faire de longues citations de la littérature empirique afin de contextualiser notre étude de cas. Voici, par exemple, un long extrait de Brady et Spence:

...notre approche a été de séparer le processus de développement en différentes périodes et d'analyser les rôles des dirigeants aux différentes étapes. La première étape, évidente, est celle où les dirigeants choisissent un modèle ou une stratégie économique, une approche générale globale du développement et de la croissance, puis construisent des coalitions, des institutions, ou les deux, capables de soutenir une politique qui laisse au plan le temps de porter ses fruits en termes de croissance. La deuxième étape n'est en quelque sorte pas délimitée dans le temps car elle concerne la manière dont les dirigeants ajustent les stratégies et les choix à l'évolution des circonstances - économiques et politiques. Ces ajustements peuvent être des réponses à des chocs ou à des événements extérieurs imprévus, mais ils se produisent également en réponse à l'évolution endogène des caractéristiques de l'économie au cours de la croissance. Ces derniers défis peuvent être et sont effectivement liés à l'augmentation des inégalités de revenus, à l'émergence d'une classe moyenne, aux pressions concurrentielles de l'économie mondiale, à la hausse des revenus et des salaires entraînant un changement de l'avantage comparatif, et à des institutions non adaptées aux caractéristiques et à l'état évolutifs de l'économie de développement (Brady et Spence, 2009:5).

La deuxième cause profonde de la croissance est la culture, qu'Acemoglu articule comme suit:

Par culture, nous entendons les croyances, valeurs et préférences qui influencent le comportement économique individuel. Les différences de croyances religieuses entre les sociétés sont parmi les exemples les plus clairs de différences culturelles qui peuvent avoir une incidence sur le comportement économique. Les différences de préférences, par exemple, concernant l'importance de la richesse par rapport à d'autres activités génératrices de statut et le degré de patience des individus, peuvent être aussi importantes, voire plus importantes, que la chance, la géographie et les institutions pour influencer les performances économiques. D'une manière générale, la culture peut influencer sur les résultats économiques par deux canaux principaux. Premièrement, elle peut agir sur la volonté des individus de substituer différentes activités ou la consommation d'aujourd'hui à celle de demain. Par ce canal, la culture influencera les choix professionnels des sociétés, la structure du marché, les taux d'épargne et leur volonté d'accumuler du capital physique et humain. Deuxièmement, la culture peut également agir sur le degré de coopération entre les individus, et la coopération et la confiance sont souvent des éléments importants pour les activités productives dans les sociétés (Acemoglu, 2009:131-132).

Le texte ci-dessus est corroboré, à notre avis, par les travaux de Weber (1930), Banfield (1958), Kuznets (1971) et Putnam (1993). En décrivant la contribution de Max Weber, Acemoglu la résume comme suit:

Weber a soutenu que la piété anglaise, le protestantisme, était un moteur important du développement des capitalistes. Le protestantisme a donné naissance à un ensemble de croyances qui mettaient l'accent sur le travail acharné, l'économie et l'épargne. Il a également interprété le succès économique comme étant cohérent avec le fait d'être choisi par Dieu, voire comme un signe de ce choix. Weber a opposé ces caractéristiques du protestantisme à celles d'autres religions, comme le catholicisme et d'autres religions, qui, selon lui, ne favorisaient pas le capitalisme (Acemoglu, 2009:146).

La géographie est la troisième cause fondamentale de la croissance. Nous nous tournons à nouveau vers Acemoglu pour connaître son point de vue à ce sujet:

Par géographie, nous entendons tous les facteurs qui sont imposés aux individus dans le cadre de l'environnement physique, géographique et écologique dans lequel ils vivent. La géographie peut avoir une incidence sur la croissance économique par le biais de diverses causes immédiates. Les facteurs géographiques qui peuvent influencer le processus de croissance comprennent la qualité du sol, qui peut avoir un effet sur la productivité agricole ; les ressources naturelles, qui contribuent directement à la richesse d'une nation et peuvent contribuer à l'industrialisation en fournissant certaines ressources clés, comme le charbon et le minerai de fer pendant les périodes critiques ; le climat, qui peut avoir un effet direct sur la productivité et les attitudes ; la topographie, qui peut avoir un effet sur les coûts de transport et de communication ; et l'environnement pathologique, qui peut avoir un effet sur la santé des individus, la productivité et les incitations à accumuler du capital physique et humain (Acemoglu, 2009:131).

Alfred Marshall a été le premier à identifier la géographie dans son livre fondateur, intitulé *Les principes de l'économie* (1890), comme un élément important de la croissance économique¹⁸. D'autres ont soutenu ce point de vue par des travaux empiriques (Myrdal, 1968; Diamond, 1997; Sachs, 2000; 2001; Bloom et Sachs, 1998; Gallup et Sachs, 2001).

Les institutions constituent le quatrième déterminant fondamental de la croissance économique. Une compréhension commune des fondements théoriques des institutions est nécessaire avant de se tourner vers l'empirique. Cinq définitions des institutions suffiraient. Ce sont : "Les règles de fonctionnement de l'action collective dans la limitation, la libération et l'expansion de l'action individuelle" John R. Commons (1959¹⁹: 73); "Règles et conventions de la société qui facilitent la

coordination entre les personnes concernant leur comportement”²⁰ Ruttan et Hayami (1984). "Les règles du jeu dans une société ou, plus formellement, les contraintes conçues par l'homme qui façonnent l'interaction humaine" Douglas C. North (1990:3). "Les phénomènes sociaux qui limitent et structurent les interactions dans la société comme les lois, les règlements, les règles, les normes, les pratiques établies et les routines" Klaus Nielsen et Björn Johnson (1998: xvi). "Règles, mécanismes d'application et organisations" Banque mondiale (2002: 6).

Le terme " règles " est un dénominateur commun aux cinq définitions des institutions présentées ci-dessus. Néanmoins, les définitions des institutions données par Commons et Ruttan, et d'autres, sont préférables en raison des considérations plus larges des principes institutionnels. Les autres définitions mettent l'accent sur l'aspect contrainte/contrôle des institutions et, en ce sens, les rendent statiques. Commons met l'accent sur trois principes - la retenue, la libération et l'expansion - ou sur des aspects des règles de fonctionnement de l'action collective, et la nature dynamique des institutions est donc inhérente à cette définition.

Il existe un grand nombre de travaux empiriques sur le rôle des institutions et leur effet sur les résultats économiques. Cette littérature est bien articulée par Acemoglu (2007; 2009), Acemoglu et Robinson (2006) et Rodrik (2016). Nous classons cette littérature en trois catégories. Le premier groupe concerne le marché et ceux qui le soulignent comme une institution importante incluent Polanyi (1944), Bates (1981) et Hazlitt. Hazlitt donne les interprétations pratiques du marché et de la propriété privée:

"Le marché libre signifie la liberté de chacun de disposer de sa propriété, de l'échanger contre d'autres biens ou contre de l'argent, ou de l'utiliser pour une production supplémentaire, aux conditions qu'il juge acceptables. Cette liberté est bien sûr le résultat de la propriété privée. La propriété privée implique nécessairement le droit d'utilisation à des fins de consommation ou de production ultérieure, ainsi que le droit de disposer ou d'échanger librement ses biens.”²¹.

Le deuxième groupe porte sur les droits de propriété et comprend les travaux de Skaperdas (1992), Tornell et Velasco (1992), Acemoglu (1995), Grossman et Kim (1995; 1996), Hirsleifer (2001) et Dixit (2004). Le troisième groupe se concentre sur l'importance des politiques dans un cadre institutionnel donné. Ce troisième groupe comprend: Perotti (1993), Saint-Paul et Verdier (1993), Alesina et Rodrik (1994), Persson et Tabellini (1994), Ades et Verdier (1996), et Bourguignon et Verdier (2000).

Nous concluons l'examen de la littérature sur la croissance par deux propositions. La première consiste à traiter le leadership comme le principal moteur (ou condition de premier ordre) au lieu d'être l'une des quatre causes profondes de la croissance économique. La seconde est de conceptualiser l'épargne et les investissements comme des moteurs secondaires (ou conditions de second ordre) de la croissance économique. Autrement dit, les facteurs à l'origine des différences entre les pays en matière de croissance économique pourraient être résumés, à partir de notre examen

de la littérature sur la croissance, en trois catégories composées de neuf facteurs/conditions.

La première catégorie est ce que nous aimerions appeler les moteurs de la croissance économique, qui se composent de trois moteurs: le leadership comme moteur principal et les moteurs secondaires composés de l'épargne et des investissements. La deuxième catégorie comprend trois (c'est-à-dire la culture, la géographie et les institutions) des quatre causes principales de la croissance économique. La troisième catégorie est constituée des causes immédiates (capital physique, capital humain et technologie) de la croissance économique.

L'économie de la littérature sur la violence

Nous avons passé en revue la littérature sur la croissance dans la section 2.1 précédente, qui repose sur des modèles sous-tendus par la macroéconomie. Cette section de la revue de la littérature est cependant guidée par une théorisation microéconomique cherchant à comprendre le comportement des opérateurs économiques dans un environnement de violence et de fragilité. À cet égard, les deux théories - croissance et économie de la violence - sont complémentaires pour expliquer l'impact du conflit violent sur les facteurs influençant la croissance économique au Sud-Soudan. En effet, la microéconomie fournit une analyse appropriée du comportement des opérateurs économiques dans un cadre de politique macroéconomique. Notre approche permettrait à son tour à ceux qui s'intéressent à la croissance et à la stabilité du Sud-Soudan de comprendre et d'apprécier les opportunités, les incitations, les préférences et les contraintes de rareté qui influencent les choix de la population du Sud-Soudan et de ses dirigeants dans un environnement conflictuel.

Nous avons identifié dans la littérature sur la croissance que le leadership est l'une des causes profondes du développement économique.²² Il est donc important de connaître le comportement d'un dirigeant de toute entité, comme un pays ou une entreprise, dans un environnement conflictuel. Par exemple, l'insécurité engendre son propre comportement rationnel: les dirigeants (des deux côtés du conflit) ne sont pas sûrs d'être pardonnés et protégés s'ils abandonnent leur poste pacifiquement. Ils s'accrocheraient, à moins d'avoir une vision et une moralité politique, jusqu'à ce qu'ils rencontrent leur destin d'une manière ou d'une autre! Besouw et al. (2016) soulignent l'importance de comprendre la violence de la manière suivante:

"La violence est un élément clé pour comprendre l'interaction humaine et le développement sociétal. Une société qui n'est pas en mesure de maîtriser la violence sera perturbée et on ne peut s'attendre à ce qu'elle maintienne des niveaux élevés de bien-être, comme l'illustre douloureusement la situation actuelle en Afghanistan, en Libye ou, peut-être de la manière la plus évidente, dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne. Des pays comme le Congo, la Somalie et le Soudan sont presque continuellement déchirés par l'extorsion et la coercition sous la menace de la violence, les

conflits entre factions et des périodes occasionnelles de violence ouverte. De telles conditions peuvent détruire des vies et des biens d'équipement, et décourager l'interaction, l'échange, l'investissement, le commerce et les avantages de la spécialisation qui accompagnent le commerce, entraînant des pertes de bien-être importantes (Besouw et al., 2016:139).

Dans son discours de remise du prix Nobel le 8 décembre 1979, Schultz a déclaré ceci:

La plupart des gens dans le monde sont pauvres, donc si nous connaissions l'économie de la pauvreté, nous connaîtrions une grande partie de l'économie qui compte vraiment. La plupart des personnes pauvres dans le monde gagnent leur vie grâce à l'agriculture, donc si nous connaissions l'économie de l'agriculture, nous connaîtrions une grande partie de l'économie de la pauvreté" (Schultz, 1979:1).

En suivant la tradition d'enquête de Schultz, nous constatons qu'environ 81,3 % de la population du Sud-Soudan est touchée par un conflit violent - de nombreux Sud-Soudanais sont en situation d'insécurité car ils tirent leur subsistance d'un environnement conflictuel. Par conséquent, si nous devons reformuler Schultz, si nous connaissions l'économie de la violence, nous connaîtrions une grande partie de l'économie de l'insécurité. Autrement dit, "nous connaîtrions une grande partie de l'économie qui compte vraiment" (Schultz, 1979:1). À cet égard, Bromley (2014) contextualise cette dimension économique profonde (c'est-à-dire l'économie de l'insécurité) en soulignant que ce qui "compte vraiment", c'est que "les conflits civils surgissent et persistent lorsque les jeunes hommes ne peuvent pas trouver de perspectives de subsistance supérieures. Le comportement prédateur est une réponse attendue au manque matériel et aux loisirs non désirés" (Bromley, 2014:2). Une telle situation crée également, selon Besouw et al. (2016:141), une opportunité pour "un groupe de spécialistes de la violence qui s'optimisent individuellement" de recruter de jeunes hommes pour faire avancer son propre agenda et ainsi réduire la taille de la main-d'œuvre qui aurait été engagée dans une activité économique productive.

Il n'existe pas encore de théorie de l'économie de la violence, bien que les travaux de Besouw et al. (2016) puissent être considérés comme le début d'un cadre théorique formel. Ils ont introduit un concept important de ce qu'ils appellent les "spécialistes de la violence" composés de coalitions d'élite et de seigneurs de la guerre. Ils introduisent leur travail comme suit:

" Nous soulignons toutefois que la nature de la violence considérée dans ce document est d'un niveau plus élevé que la violence de type banditisme communément considérée dans la littérature sur l'économie des conflits et de l'appropriation (pour une vue d'ensemble de cette littérature, voir

Garfinkel et Skaperdas, 2007; Konrad, 2009), et que le simple producteur ne peut donc pas décider de devenir des spécialistes de la violence. En outre, la capacité de violence à grande échelle est le domaine d'un groupe restreint, mais substantiel, de spécialistes de la violence qui ne travaillent pas nécessairement ensemble, au lieu d'une élite ou d'un groupe d'élite monolithique " (Besouw et al., 2016:140).

Le sentiment ci-dessus concernant l'effet de la violence a été repris par le magazine Economist du 14 avril 2011, qui s'est exprimé sur le rapport annuel de la Banque mondiale sur le développement. On y lit: "Pourtant, le Rapport sur le développement dans le monde suggère que la principale contrainte au développement de nos jours n'est peut-être pas le piège de la pauvreté mais celui de la violence. Les pays pacifiques parviennent à échapper à la pauvreté - qui se concentre dans les pays déchirés par la guerre civile, les conflits ethniques et le crime organisé. La violence et les mauvais gouvernements les empêchent d'échapper au piège."

La littérature sur l'économie de la violence nous aide également à expliquer comment les conflits (ou les guerres) influent sur ce que nous appelons les moteurs secondaires de la croissance économique. Un point mis en évidence par Besouw et d'autres comme suit: "De telles conditions peuvent détruire des vies et des biens d'équipement, et décourager l'interaction, l'échange, l'investissement, le commerce et les avantages de la spécialisation qui accompagnent le commerce, entraînant des pertes de bien-être importantes" (Besouw et al., 2016:139).

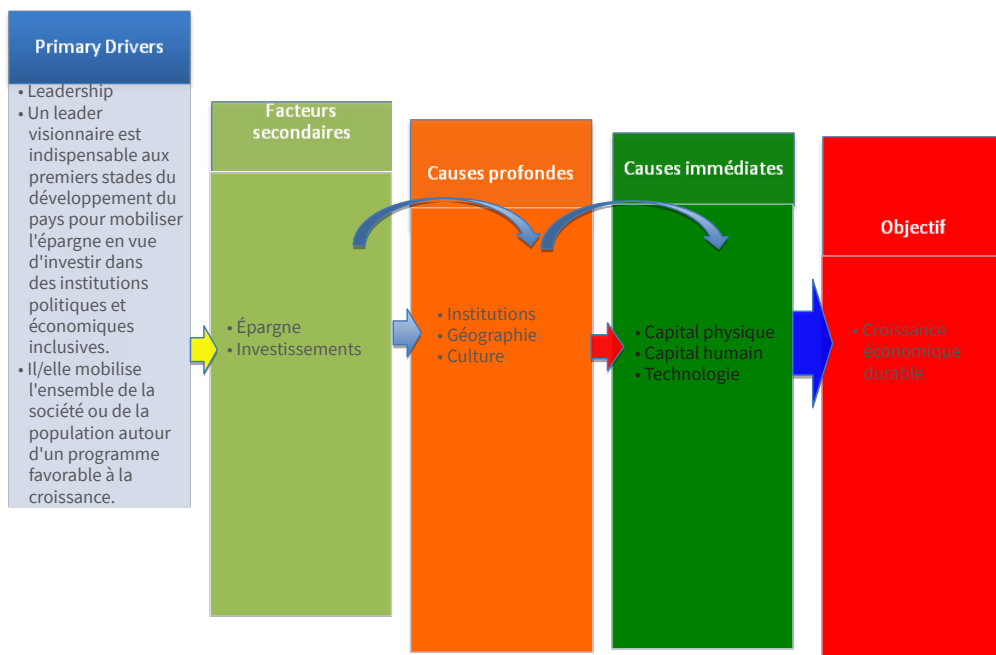
Le Sud-Soudan est né d'un État soudanais fragile. Il correspondrait donc, selon nous, à la description d'un État normal dont " l'organisation sociétale veut qu'un sous-ensemble de la population, capable de rassembler une violence organisée à grande échelle, forme une coalition d'élite qui restreint à la fois la violence et l'appropriation coercitive " (Besouw et al., 2016:140). En outre, le comportement de l'élite dirigeante était sous-tendu par l'incapacité d'internaliser l'économie de la paix au sein du nouvel État indépendant et avec ses voisins. Par exemple, Alemayehu Geda et Steve Kayizzi-Mugerwa (2012) ont donné les conseils suivants aux décideurs politiques soudanais et sud-soudanais:

"Nonobstant le nombre de questions en suspens qui nécessitent l'attention immédiate des deux gouvernements, l'accord sur les relations économiques futures est sans aucun doute la plus urgente. Plus précisément, la tâche immédiate devrait être de négocier sur la question du pétrole, de la dette, de la monnaie et des questions économiques connexes. La viabilité des deux économies dépend dans une large mesure d'un accord viable sur ces questions et d'un environnement macroéconomique stable au Nord et au Sud-Soudan. Cet environnement macroéconomique stable est lié à la question d'une faible inflation, d'un taux de change stable et d'un équilibre fiscal et extérieur judicieux" (Geda et Kayizzi-Mugerwa, 2012:3).

Le gouvernement de la République du Sud-Soudan (GRSS) n'a pas tenu compte des conseils ci-dessus, comme en témoigne l'arrêt de la production pétrolière six mois seulement après l'indépendance du Soudan. Geda et Kayizzi-Mugerwa (2012) ont proposé un cadre analytique pour négocier les questions de pétrole, de dette et de monnaie, qui aurait pu aboutir à un résultat gagnant-gagnant si les experts du GRSS avaient compris ses fondements théoriques. Ils ne l'ont pas fait et les conséquences de cet échec sont saisies de manière vivante par les résultats de cette étude de cas.

Nous concluons l'examen de la littérature connexe en fournissant un résumé des déterminants de la croissance économique dans un format programmatique donné dans la figure 2 ci-dessous.

Figure 2 : Illustration programmatique des déterminants de la croissance économique



3. Méthodologie de recherche

Cette section traite de la méthodologie. Tout d'abord, nous énonçons ici les hypothèses et les suppositions de l'étude de cas. Deux hypothèses clés sous-tendent les fondements de cette recherche: (1) le conflit violent a limité les investissements au Sud-Soudan au cours de la période 2012-2016; et (2) le conflit violent continue d'affaiblir les institutions et les capacités de l'État à assurer la sécurité et les opportunités économiques pour des moyens de subsistance durables au Sud-Soudan. Il y a, pour faciliter l'analyse, quatre hypothèses:

1. Le GRSS est le seul producteur de biens et de services dans l'économie du Sud-Soudan
2. Les revenus pétroliers du GRSS constituent l'épargne totale de l'économie du Sud-Soudan.
3. Les investissements sont constitués des dépenses publiques totales annuelles (ou du financement du développement), qui sont égales à l'épargne, comme le suppose le modèle de croissance économique de Harrod-Domar; et
4. Le déficit fiscal est équivalent au déficit d'épargne de l'économie du Sud-Soudan.

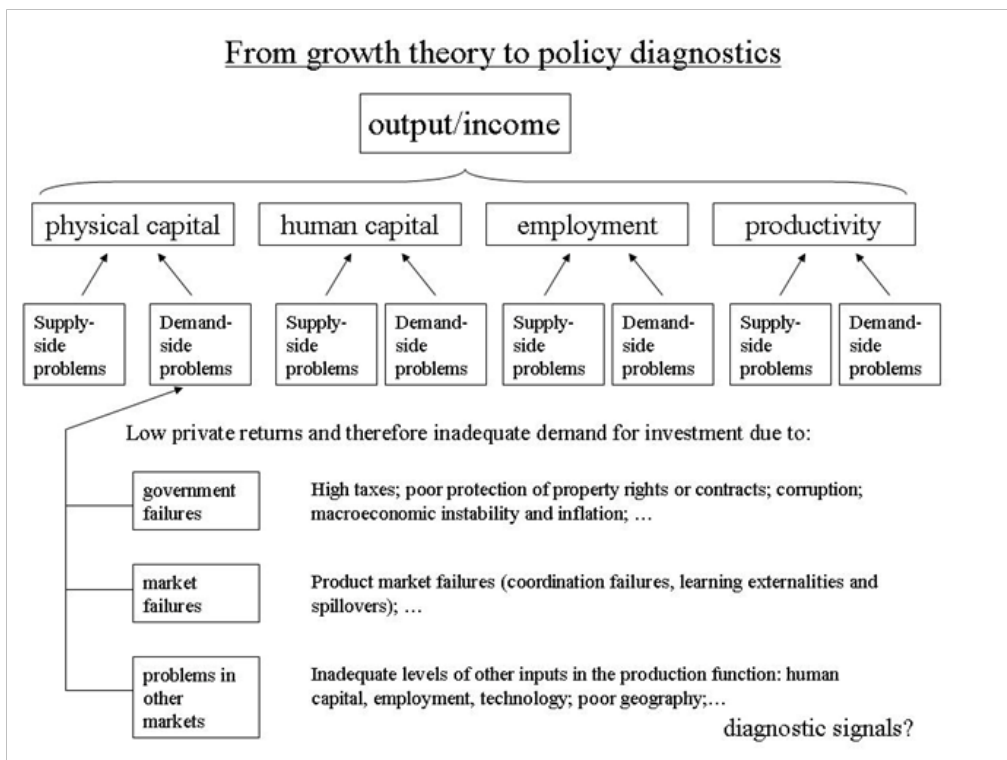
Notre méthodologie de recherche s'appuie, à la lumière des hypothèses et des suppositions énoncées ci-dessus, sur le cadre de diagnostic de la croissance développé par Hausmann et al. (2005) en général, et sur le Cadre de diagnostic de la croissance (GDF) développé par Rodrik (2013) en particulier (voir figures 3 et 4). En plus du Cadre de diagnostic de la croissance, nous avons utilisé la technique des entretiens avec des personnes clés (voir encadrés 1 et 2) pour obtenir des données essentielles auprès de certaines des principales parties prenantes ayant une connaissance du conflit au Sud-Soudan afin de compléter le Cadre de diagnostic de la croissance.

Cadre de diagnostic de la croissance

Nous utilisons le GDF (cadre de diagnostic de la croissance) pour identifier les contraintes contraignantes de la croissance au Sud-Soudan. Le fondement de cette étude est que le conflit violent est la principale contrainte à la croissance économique,

et un obstacle à la transition de la fragilité à la stabilité au Sud-Soudan. La figure 3 ci-dessous est un cadre de diagnostic de la croissance établi par Rodrik (2013). Il s'agit d'une illustration schématique des grands mécanismes à l'origine de la faiblesse des investissements, que nous avons identifiés comme l'un des deux moteurs secondaires de la croissance économique (voir la figure 2). Le GDF décrit de manière générale les facteurs liés à l'offre et à la demande qui contribuent à la faiblesse du capital physique, du capital humain, de l'emploi et de la productivité. Le GDF illustre clairement le rôle des causes fondamentales (par exemple, les institutions qui sont à la base du gouvernement et les défaillances du marché) et des déterminants immédiats (par exemple, le capital physique et humain, la technologie) de la croissance économique.

Figure 3 : Cadre de diagnostic de la croissance



Source: Rodrik (2013), Le pourquoi et le comment des diagnostics de croissance.

La technique de l'entretien avec des informateurs clés (KII)

L'étude utilise un outil d'analyse qualitative connu sous le nom d'entretien avec des informateurs clés (KII). Le KII est composé de personnes sélectionnées qui sont considérées comme fournissant des informations approfondies sur un sujet particulier; c'est-à-dire que seul un petit nombre de répondants particulièrement bien informés sur un certain phénomène prennent part au KII. Nous avons prévu de consulter entre 15 et 35 participants selon la tradition en vigueur, mais nous avons

finalement obtenu 18 personnes interrogées.

Les groupes cibles de l'étude sont résumés à l'annexe A. Les chercheurs du Centre Ebony ont identifié ces groupes clés à partir d'un éventail de secteurs et d'institutions. Nous avons également prévu des techniques de "boule de neige" dans la sélection des personnes interrogées, par lesquelles une personne interrogée peut recommander une personne potentielle très bien informée, qui n'est pas incluse dans notre liste initiale de personnes interrogées. Les personnes chargées des entretiens KII ont reçu un guide décrivant les questions de recherche fondamentales à aborder au cours de l'entretien (voir encadré 1 et encadré 2 ci-dessous). Aucun questionnaire structuré n'a été administré.

Encadré 1: Guide d'entretien sur la croissance et la fragilité au Sud-Soudan

1. Des infrastructures médiocres, qui sont nécessaires pour améliorer le rendement des investissements privés et publics.
 - Pouvoir
 - TIC
 - Routes, chemins de fer
 - Eau, etc.
2. Faible capital humain doté du bon ensemble de compétences, ce qui explique le peu d'investissements privés et publics.
 - La mesure dans laquelle ces contraintes sont contraignantes pour l'investissement privé et comment elles ont été exacerbées par le conflit civil.
 - Solutions à court et à long terme
3. Micro risques dus à l'échec du gouvernement.
 - Corruption
 - Application des contrats dans les transactions commerciales
4. Risques macro
 - Inflation élevée
 - Instabilité du taux de change
 - Défaut de paiement de la dette
 - Crise bancaire
 - Pratiques non rigoureuses de gestion des finances publiques (PFM)
 - Production et exportation de pétrole
 - Exportation et diversification
 - Faible capacité du gouvernement en matière de planification économique et de gestion macroéconomique.

suite page suivante

Encadré 1 Continué

- Dans quelle mesure ces facteurs constituent-ils des goulots d'étranglement pour les investissements privés et publics et comment le conflit a-t-il exacerbé les problèmes ?
 - Solutions à court et à long terme
5. Manque de financement
1. Faible épargne intérieure
 2. Accès limité au financement extérieur
 3. Faible indice de crédit
 4. L'effet du conflit dans l'exacerbation de la contrainte financière.
 5. Solutions à court terme et à court terme

Encadré 2 : Questions directrices

4. Sources de données et résultats empiriques

Nous abordons dans cette section les sources de données et l'analyse des résultats de l'étude. Au Sud-Soudan, les données économiques en général et les données sur la croissance sont rares. Cela entrave l'utilisation d'une analyse de série chronologique complète. Par conséquent, nous utilisons les données limitées disponibles pour déterminer les tendances de l'état de l'épargne sous la forme des revenus pétroliers du gouvernement de la République du Sud-Soudan (GRSS), de l'investissement public sous la forme du développement des infrastructures, du financement de la santé et de l'éducation (c'est-à-dire l'accumulation du capital humain), de la qualité institutionnelle (telle que mesurée par l'évaluation des politiques et des institutions nationales de la Banque mondiale - CPIA) et des indicateurs macroéconomiques. Par exemple, nous montrons, à l'aide des informations sur les inscriptions scolaires et l'exposition au conflit, comment le capital humain a réagi à la violence politique pendant la période de conflit. De même, les données budgétaires annuelles sont utilisées pour illustrer comment les dépenses dans le secteur de la sécurité ont évincé les investissements dans la mise en place d'institutions politiques et économiques inclusives, d'infrastructures et d'éducation, qui sont nécessaires à la croissance de l'économie au fil du temps.

Sources des données

Les sources secondaires de données sont les budgets annuels du GRSS durant la période du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2016. Les sources de données supplémentaires sont la production et les ventes de pétrole brut du ministère du Pétrole. En outre, nos matériaux analytiques comprennent des enquêtes sur les ménages remontant à 2006 ; des données sur l'indice des prix à la consommation (IPC) fournies par le Bureau national des statistiques (NBS) ; des données financières, notamment des données sur les taux de change provenant de la Banque du Sud-Soudan (BoSS) et de notre propre suivi quotidien du marché parallèle des devises ; le système de suivi et de fréquentation scolaire du Sud-Soudan (SSSAMS) ; des données sur le commerce et les IDE, le schéma migratoire régional et les événements de conflit. Les autres sources de données utilisées dans cette étude sont: Banque mondiale, FMI, système des Nations unies et organisations humanitaires.

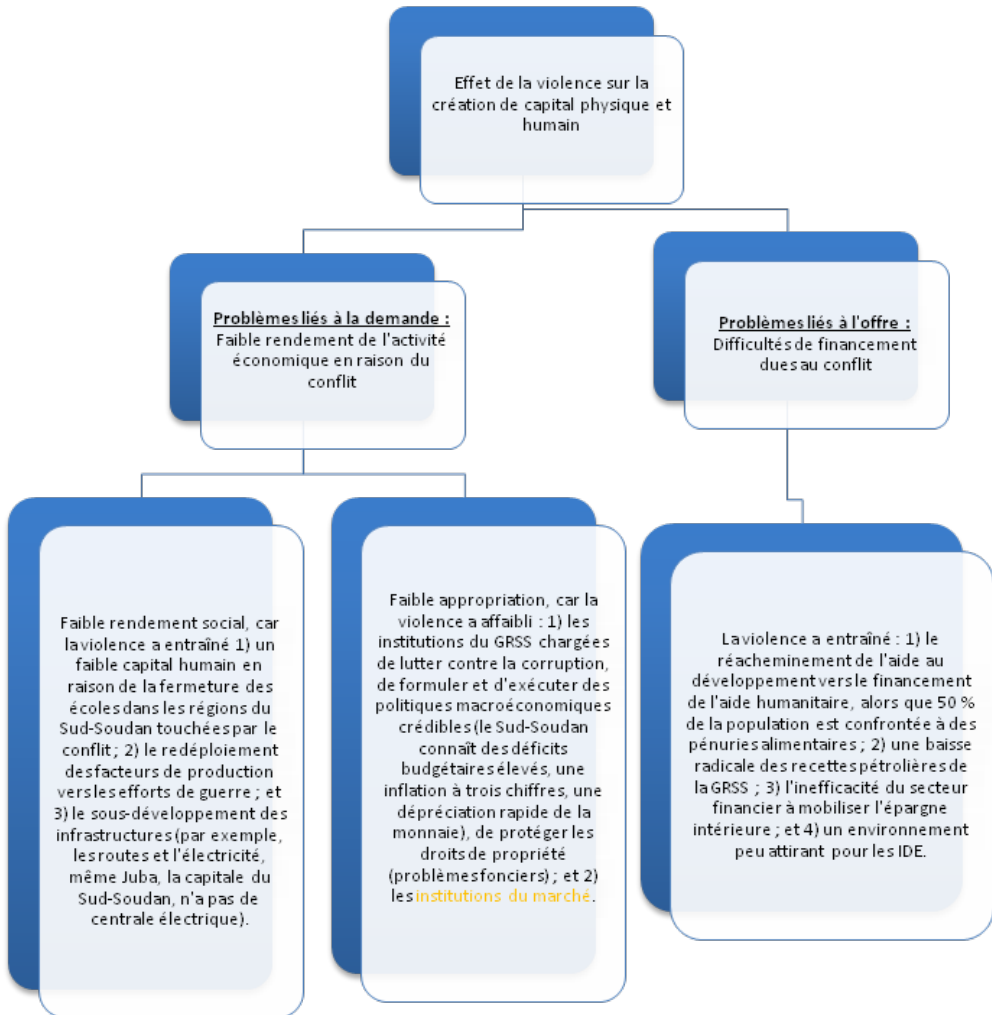
Nous avons utilisé les KII comme principale source de données. Dix-huit (18 organisations basées à Juba) entretiens avec des informateurs clés ont été menés en utilisant l'approche dite "boule de neige". Chaque institution ciblée a identifié ses experts clés pertinents pour l'étude. Les personnes interrogées comprennent des directeurs généraux, des ingénieurs, des responsables du secteur bancaire et des conseillers économiques de missions étrangères. Une synthèse de ces données est ainsi présentée. Par les KII, nous cherchons à obtenir des informations qualitatives sur les contraintes qui pèsent sur la croissance.

Résultats empiriques

Le point de conflit pour les fins de cette étude de cas est janvier 2012 lorsque le désaccord avec le Soudan sur les frais de transit a conduit le GRSS à prendre une décision autodestructrice en arrêtant complètement la production de pétrole. C'est la première violence qui a frappé l'économie du Sud-Soudan. Nous examinons et comparons l'état des déterminants de la croissance avant et après le début de la violence représentée par une série de points de conflit en avril 2012, en décembre 2013 et en juillet 2016. Les résultats montrent que le conflit violent a freiné la croissance de l'économie sud-soudanaise et renforcé le piège de la fragilité. Nous résumons les résultats sur la croissance en utilisant une version modifiée du GDF (voir la figure 4 ci-dessous). Il s'agit d'une description désagrégée des facteurs à l'origine de la faiblesse des investissements au Sud-Soudan. Ces facteurs sont divisés en deux catégories qui sont à l'origine de la faiblesse des investissements et, par conséquent, du faible taux de croissance économique au Sud-Soudan. La première catégorie comprend les facteurs liés à la demande (c'est-à-dire les faibles rendements de l'activité économique). La deuxième catégorie comprend les facteurs liés à l'offre (c'est-à-dire les difficultés de financement).

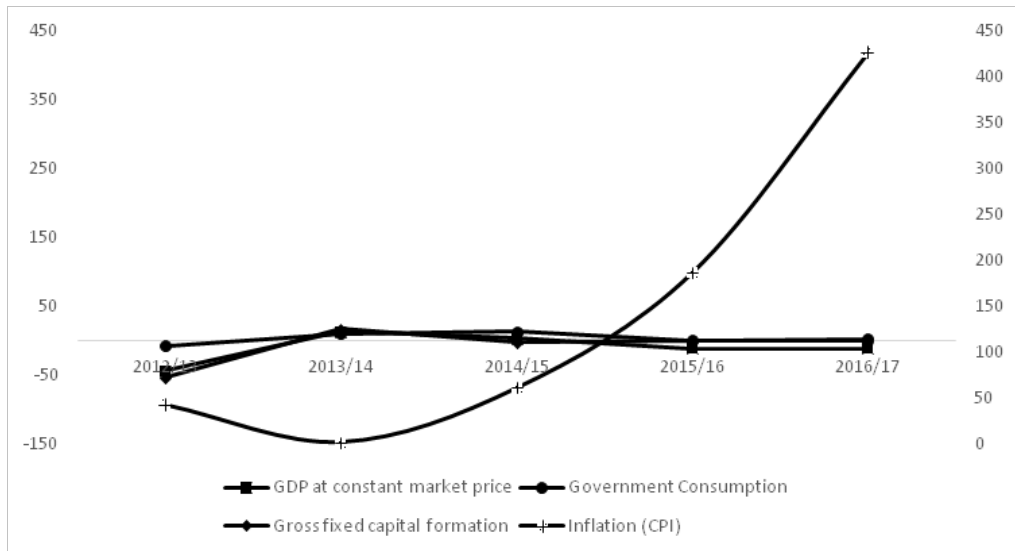
La littérature confirme notre conclusion, résumée dans la figure 4 ci-dessus, selon laquelle l'accumulation de capital est impérative pour que les pays atteignent l'équilibre permanent de ces économies (Nkurunziza, 2017; Besouw et al., 2016). À cet égard, le Soudan du Sud, qui connaît un conflit violent interne, n'atteindrait pas un tel état stationnaire si la violence persiste. L'impact du conflit est saisi par un taux négatif de la FBCF de 53,1 % en 2012/2013, qui était le premier exercice budgétaire sans production de pétrole. La FBCF s'est redressée en 2013/2014 par un taux de 17,6 % lorsque la production pétrolière a repris, suivie d'une brève période de stabilité. La FBCF a de nouveau connu un taux négatif de 2,5 % en 2014/2015 et a stagné par la suite (Figure 5²³). La période 2014/2015 a été marquée par une intensification de la violence dans le Grand Nil supérieur, où des villes importantes comme Bentiu, Bor et Malakal ont changé plusieurs fois de mains entre le gouvernement et les forces rebelles.

Figure 4: Impact du conflit sur les investissements du Sud-Soudan tel que représenté par le cadre de diagnostic de la croissance.



Le texte ci-dessus montre comment la violence a limité les moteurs secondaires (épargne et investissements), les causes principales (institutions) et les déterminants immédiats (capital physique, capital humain et technologie) de la croissance économique au Sud-Soudan. Ceci peut être lu à partir des figures 5, 6, 7, 8 et 9 ci-dessous. La figure 5 complète l'histoire décrite par le GDF dans la figure 4.

Figure 5 : Inflation, création brute de capital fixe et autres indicateurs macroéconomiques, 2012-2016



Les conclusions de l'étude sont regroupées sous trois rubriques: a) conflit et financement du développement (contraintes du côté de l'offre); b) conflit et financement du développement (contraintes du côté de la demande); et c) conflit et fragilité (institutions et violence).

Conflits et financement du développement: Contraintes liées à l'offre

Il existe quatre sources principales de ressources financières (ou d'épargne totale) dans l'économie du Sud-Soudan. Il s'agit de: Les revenus pétroliers du GRSS; l'aide étrangère (c'est-à-dire l'aide au développement); les investissements directs étrangers (IDE); et l'épargne intérieure. Nous montrons ci-dessous comment le conflit a impacté ces sources importantes d'accumulation de capital.

A. Impact du conflit sur les revenus pétroliers du GRSS

L'impact du conflit sur l'épargne (c'est-à-dire les recettes pétrolières), l'un des moteurs secondaires de la croissance économique, est illustré en comparant les conditions initiales à la naissance de la République du Sud-Soudan le 9 juillet 2011 et les conditions après le début du conflit. Les six premiers mois de l'indépendance pourraient être qualifiés de période glorieuse pour le Sud-Soudan. En effet, le GRSS a reçu, au cours de cette période, 3,3 milliards de dollars US de revenus pétroliers, ce qui se traduit par un revenu mensuel moyen de 556,3 millions de dollars US. Le point

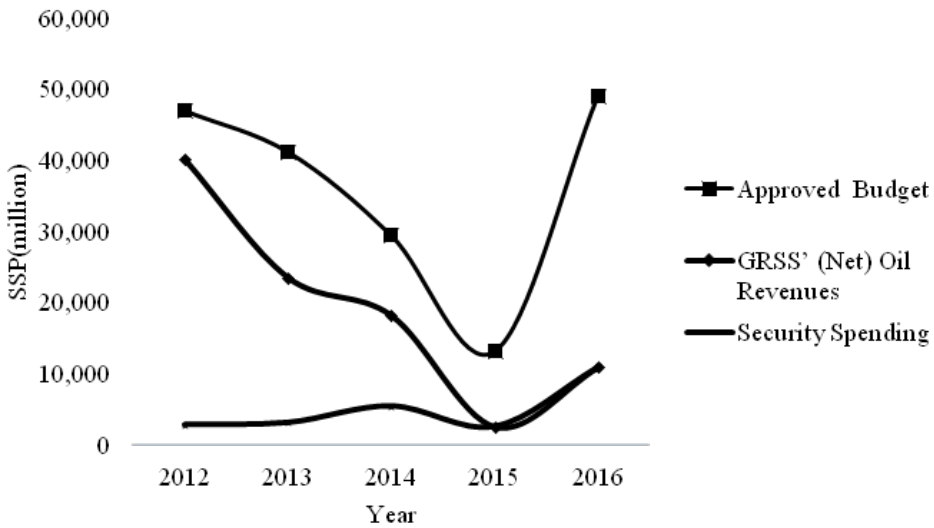
culminant a été atteint en septembre 2011, lorsque le GRSS a reçu 675 millions de dollars US ce mois-là. Cela montre que le Sud-Soudan était, pendant cette période, en paix en son sein et avec ses voisins, notamment le Soudan. Cette prospérité a toutefois été de courte durée, car les dirigeants du pays nouvellement indépendant l'ont rapidement conduit à une confrontation violente avec le Soudan. Et lorsque la confrontation avec le Soudan a pris fin en avril 2012, les dirigeants du Sud-Soudan ont pris les choses en main le 15 décembre 2013.

L'outil KII a confirmé que le GRSS est confronté à de vastes contraintes de ressources caractérisées par un fort déficit d'épargne (ou déficit fiscal). Cela a commencé dès janvier 2012, lorsque la production de pétrole a été arrêtée en raison d'un différend avec le Soudan. Cette situation a ensuite été aggravée par l'éruption d'un conflit violent interne en 2013. Premièrement, la production s'est complètement arrêtée. Ensuite, les prix mondiaux du pétrole ont atteint leur plus bas niveau historique en 2015. Depuis lors, le gouvernement a du mal à remplir ses obligations fiscales, sans parler de l'allocation de ressources pour la production et le commerce. Les ressources limitées qui parviennent encore au gouvernement sont consacrées aux salaires et aux opérations.

Pour expliquer les résultats de l'enquête KII, la production de pétrole avant janvier 2012 était de l'ordre de 450 000 bopd (c'est-à-dire baril de pétrole par jour), contre 120 000 bopd à la fin décembre 2016. L'impact de la baisse drastique de la production pétrolière quotidienne est mieux compris lorsqu'il est énoncé en termes de financement budgétaire. La première année fiscale du Sud-Soudan indépendant s'est déroulée du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012. Les recettes pétrolières constituaient, avant l'arrêt de la production, 98 % des recettes publiques totales, 100 % des exportations et 60 % du PIB. Par conséquent, les conséquences du conflit ont été drastiques et catastrophiques pour l'économie car les recettes du GRSS ont diminué de 98% et le revenu national de 80% en 2012/2013. Cela signifie que les dépenses annuelles du GRSS étaient et sont toujours fonction des revenus pétroliers perçus par le gouvernement.

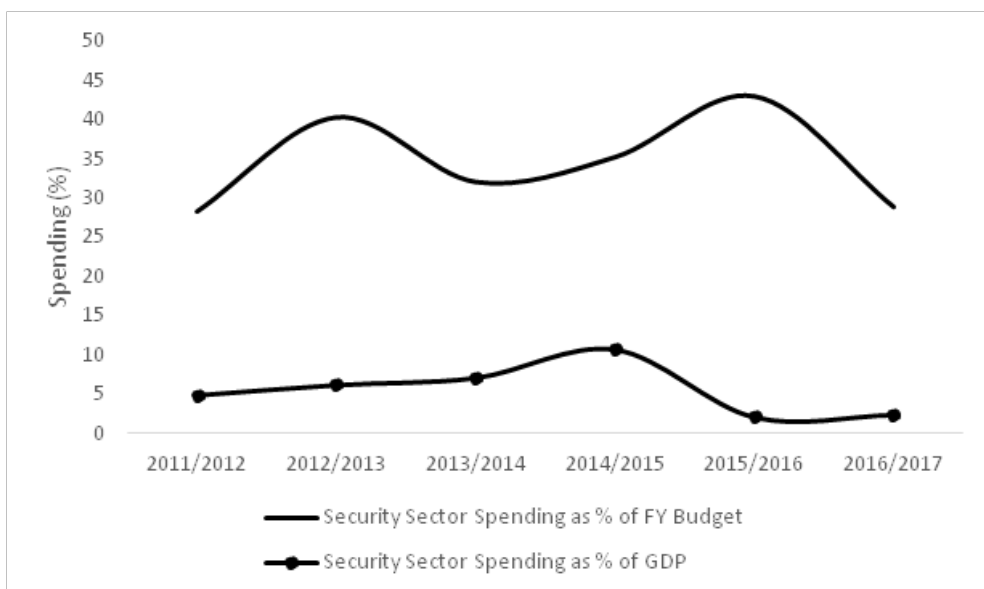
Le déficit d'épargne s'explique par une relation directe monotone entre les recettes pétrolières et les dépenses du gouvernement (Figure 6); c'est-à-dire qu'avec l'arrêt de la production pétrolière, les recettes du GRSS ont diminué de façon monotone, passant de 675 million de dollars US de recettes pétrolières en septembre 2011 à seulement 25 millions de dollars US en septembre 2016, alors que le pays était en guerre contre lui-même. En termes de production pétrolière, elle était de 450 000 bopd (c'est-à-dire baril de pétrole par jour) en septembre 2011 contre 110 000 bopd en septembre 2016. Il est également cohérent avec la littérature empirique que les dépenses en général, et les dépenses du secteur de la sécurité, ne sont pas seulement influencées par les conditions économiques; les décisions politiques et les intérêts stratégiques nationaux déterminent effectivement, dans la plupart des cas, la nature et l'ampleur des dépenses du secteur de la sécurité (DSP).

Figure 6 : Dépenses du secteur de la sécurité, recettes pétrolières nettes et budget approuvé au Sud-Soudan, 2012-2016.



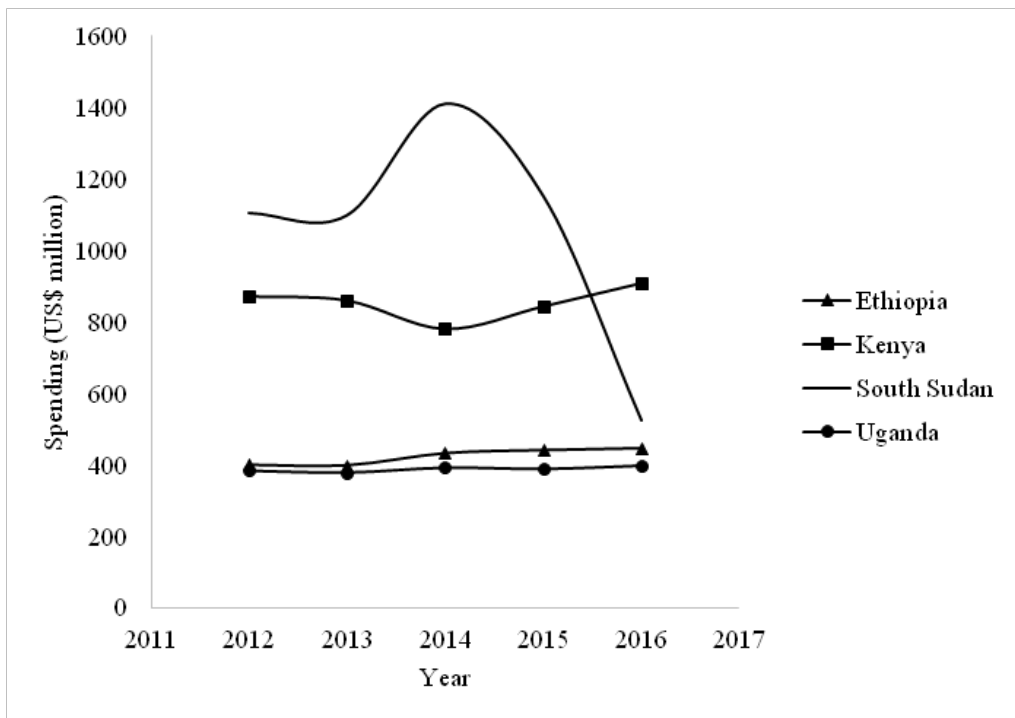
Les dépenses du secteur de la sécurité (SSP) en pourcentage du budget annuel (Figure 7) sont supérieures à un tiers (c'est-à-dire 35%) au cours de la période du 1er juillet 2011 au 30 juin 2017. Le pourcentage le plus élevé (43%) était en 2015/2016), d'où notre conclusion de 40%. En termes de PIB, les dépenses du secteur de la sécurité au cours de la période sous revue constituent une moyenne de 5,6 % du produit intérieur brut.

Figure 7 : Dépenses du secteur de la sécurité en pourcentage du budget total du GRSS et du PIB, 2012-2016.



Le pourcentage le plus élevé (11 %) a été enregistré en 2014/2015. En termes nominaux absolus, les dépenses sont passées de 1,1 milliard de dollars US en 2012/2013 à 1,9 milliard de dollars US en 2013/2014 et ont chuté à 1,366 milliard de dollars US en 2014/2015 (tableau 3), ce qui fait du Sud-Soudan le plus gros pays qui dépense le plus pour son armée dans la région de l'IGAD (figure 8). Le pays a presque doublé ses dépenses militaires depuis 2010 alors que la guerre civile fait rage ces dernières années. Il est intéressant de noter que le Sud-Soudan importe tous les besoins de son secteur de la sécurité, même les bottes et les uniformes. Le Sud Soudan dépense trois fois plus que ce que l'Éthiopie et l'Ouganda dépensent chacun pour leur armée. Cela s'explique par le fait que ces deux pays ont connu des décennies de stabilité relative, grâce à des investissements durables dans les infrastructures physiques, l'éducation et la santé.

Figure 8: Dépenses militaires dans les pays de l'IGAD, 2012-2016



Enfin, on observe que les dépenses du secteur de la sécurité ont éclipsé les allocations budgétaires annuelles destinées aux investissements publics. Ce qui, à son tour, a un effet négatif sur la croissance économique. Il est évident que le gouvernement alloue davantage de ressources publiques au secteur de la sécurité en essayant d'avoir le monopole de la violence. Mais, ce faisant, il a épuisé les fonds (économies sous forme de recettes pétrolières) destinés à l'investissement dans les domaines clés que sont l'État de droit, les infrastructures, l'éducation, la santé, l'administration publique et la gouvernance économique. En outre, l'une des conséquences du maintien de dépenses constantes dans le secteur de la sécurité,

compte tenu de la baisse des recettes pétrolières, a été un énorme déficit budgétaire récurrent (c'est-à-dire l'élargissement du déficit d'épargne).

B. Impact des conflits sur l'aide au développement et les investissements directs étrangers

Le conflit a, d'après les résultats de l'enquête KII, dissuadé les investisseurs privés étrangers. Les personnes interrogées ont déclaré qu'avant le conflit de 2013, il y avait une conférence d'investissement où environ 250 investisseurs se sont engagés à investir. Ils ont promis d'investir dans différents secteurs, notamment les infrastructures, mais le conflit a éclaté et cet espoir s'est envolé. Le conflit a également augmenté le coût des affaires au Sud-Soudan et a ainsi créé un environnement défavorable aux investissements directs étrangers (IDE).

En outre, selon les personnes interrogées dans le cadre de l'étude KII, les efforts déployés pour construire et entretenir les infrastructures de base dans certaines régions grâce au soutien de la banque chinoise EXIM et de la Banque africaine de développement (BAD) ont été incroyablement lents et irréguliers. Ils ont également souligné que l'un des domaines où le conflit a entravé la croissance économique à long terme est le réacheminement des ressources des secteurs de développement à long terme vers les urgences à court terme et l'aide humanitaire. L'aide étrangère (c'est-à-dire l'aide au développement), en particulier pour les programmes de renforcement des capacités, a été réorientée vers l'aide humanitaire et le processus de paix dirigé par l'IGAD. Le Congrès américain, par exemple, n'est en mesure de financer que l'aide alimentaire, évinçant ainsi les investissements dans les activités économiques productives et le renforcement de la gouvernance. Le gouvernement britannique, quant à lui, consacre les deux tiers de ses fonds à l'aide humanitaire, le reste étant utilisé pour la création de capital humain (c'est-à-dire la santé et l'éducation).

Le changement de priorités des donateurs n'a pas entraîné de soutien direct aux déterminants de la croissance économique au Sud-Soudan. Cette aide humanitaire a toutefois permis aux communautés de continuer à recevoir des services de base. En se concentrant principalement sur la consommation, le conflit a éliminé ou presque les investissements du secteur privé, réduisant ainsi la taille de l'économie.

C. Impact du conflit sur la mobilisation des ressources nationales

En dépit de notre hypothèse selon laquelle les recettes pétrolières de la GRSS sont équivalentes à l'épargne totale, nous aimerions examiner la mobilisation des ressources intérieures par le secteur financier. Par exemple, le risque de change et l'instabilité financière, selon les conclusions des entretiens individuels, sont exacerbés par le conflit. À cet égard, nous nous intéressons à l'épargne nationale et à l'intermédiation financière, bien qu'elles soient déterminées par des facteurs liés à la demande. Par exemple, le manque de réserves étrangères à la BoSS rend difficile l'application de la politique monétaire, comme la régulation du marché des taux de

change. En conséquence, certains individus, organisations non gouvernementales (ONG) et banques commerciales préfèrent détenir des comptes dans les pays voisins et recevoir des transferts de fonds sur ces comptes, déclenchant des attaques spéculatives sur le SSP et exacerbant ainsi sa dépréciation rapide.

Le conflit a également affaibli, selon les KII, la mobilisation des ressources intérieures et la diversification des exportations. Le Sud-Soudan a le potentiel d'exporter de l'or, de la gomme arabique, du sésame et du bois, entre autres produits. Toutefois, la persistance du conflit a empêché la réalisation de ce potentiel de croissance. Récemment, des progrès considérables ont été réalisés en matière de mobilisation des ressources intérieures. Dans des régions comme Nimule, Kaya, Renk, Wau et Awiel, par exemple, le gouvernement a réussi à collecter des revenus substantiels pour payer une partie de la masse salariale.

Conflit et financement du développement: Contraintes liées à la demande

Il existe deux facteurs liés à la demande qui influencent les rendements de l'activité économique. Il s'agit: a) du rendement social; et b) de la capacité d'appropriation. Le conflit a entraîné un faible rendement de l'activité économique au Sud-Soudan, en raison de la faiblesse du rendement social et de l'appropriation.

Nous avons vu à travers le GDF des Figures 3 et 4 que les faibles rendements sociaux sont influencés par un faible capital humain et des infrastructures non développées. Le transport de marchandises est plus coûteux en raison des frais de protection sur les routes et du coût des postes de contrôle. L'impact du conflit sur l'infrastructure est simple et nous n'avons pas besoin de l'expliquer davantage. En ce qui concerne le capital humain, nous utilisons les inscriptions à l'école comme l'une des mesures de la formation du capital humain. L'autre mesure est la vaccination des enfants. Mayai (2017) documente l'impact de la guerre sur la scolarisation au Soudan du Sud en utilisant une méthode quasi-expérimentale. Il trouve un effet négatif significatif de la violence sur la scolarisation dans le primaire. Par exemple, 63% des écoles qui ne sont pas opérationnelles ont fermé principalement à cause du conflit.

L'impact de la violence sur la création de capital humain est illustré ci-dessous (tableau 3 et figure 9). Le tableau 3 donne une vue comparative des taux bruts de scolarisation (TBS) dans l'enseignement primaire et secondaire en 2009 (sans conflit) et en 2015 (avec conflit). Les résultats de la recherche montrent que le TBS a considérablement diminué dans l'enseignement primaire, le système éducatif alternatif (SEA) et l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) en 2015 par rapport à 2009. L'impact de la violence sur l'éducation est illustré plus en détail dans le tableau 3, qui compare le TBS du Sud-Soudan à celui du pays sans la région du Grand Nil supérieur, où le conflit a été concentré jusqu'en juillet 2016.

Tableau 3 : Indicateurs de scolarisation par secteur, 2009 et 2015

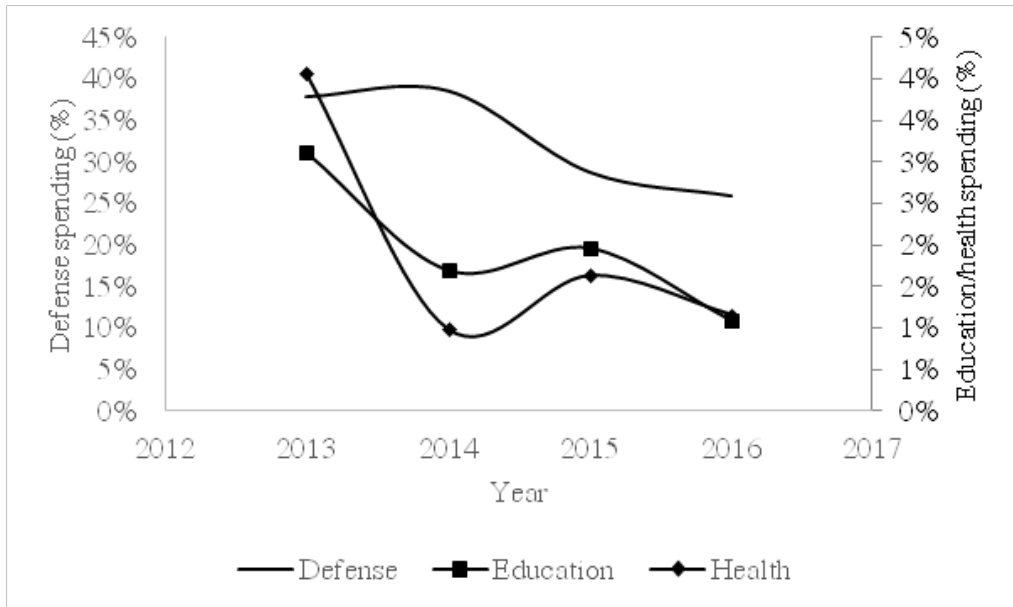
Variable de l'éducation	2009	2015	Taux de croissance 2009-2015
National avec GUPN			
GER primaire (cycle de huit ans)	71.6%	56.5%	-21.1%
GER secondaire (y compris enseignement secondaire technique)	5.9%	6.5%	10.7%
AES pour 100000 habitants	2 501	1 282	-48.7%
EFTP en % de l'enseignement secondaire général	9.0%	7.3%	-19.0%
National sans GUPN			
GER primaire (cycle de huit ans)	63.9%	72.4%	13.4%
GER secondaire (y compris enseignement secondaire technique)	7.0%	9.3%	32.0%

Source: UNESCO (2017)

La santé s'est également détériorée à la suite de la guerre. Nous illustrons ce constat à l'aide des registres de vaccination des enfants depuis 2007. Nous constatons que la période 2005-2012 a vu une amélioration des activités de vaccination dans le pays. Par exemple, plus de 36 000 enfants ont été vaccinés avant l'éruption de la violence actuelle en décembre 2013, chiffre qui a diminué de 27 % en 2016. Les effets sont plus importants pour la région directement exposée à la guerre. Par exemple, l'immunisation moyenne dans la région du Nil supérieur, l'une des régions les plus durement touchées, a diminué de 29 000 enfants par rapport à l'Équatoria. Le Bahr el Ghazal, qui a été moins touché, a gagné en moyenne 13 500 vaccinations d'enfants. En 2014, on comptait 1 741 enfants vaccinés de moins. Conditionné par la guerre, ce nombre a été multiplié par cinq en 2017, atteignant 9 662 enfants de moins.

Si l'on examine les différents États, l'Équatoria central a connu une couverture vaccinale moyenne soutenue au fil des ans, passant de près de 90 000 en 2013 à plus de 100 000 enfants en 2014. Comme prévu, les États situés dans la région du Nil supérieur ont enregistré les pires résultats en matière de vaccination. À Jonglei, par exemple, le nombre moyen d'enfants vaccinés a connu une chute vertigineuse de 67 909. Les autres États restants, l'Unity et le Nil supérieur, ont perdu en moyenne 74 796 et 73 014 enfants, respectivement. Au total, on constate un déficit de 15,4 % (-442 621,08) du nombre moyen d'enfants vaccinés annuellement au Sud-Soudan. La figure 9 ci-dessous montre que les dépenses du secteur de la sécurité sont trois à quatre fois supérieures aux dépenses du GRSS en matière de santé ou d'éducation.

Figure 9: Investissement public dans l'éducation et la santé en tant que proportion des dépenses annuelles totales par secteur, 2013-2016.



La faible aptitude à l'appropriation est due à l'échec des institutions du gouvernement et du marché. Par exemple, le GRSS combat les rebelles grâce à un financement déficitaire, car les recettes pétrolières ont considérablement diminué. Cette situation a provoqué une instabilité macroéconomique, caractérisée par une inflation à trois chiffres et un régime de taux de change très volatile. Dans un tel environnement, le rôle du gouvernement consistant à fournir des biens publics (par exemple, des routes), à protéger l'épargne, le travail et les biens des ménages (par exemple, le bétail et les terres agricoles) et à lutter contre la corruption a été réduit. En outre, le pouvoir d'achat des revenus des ménages a été érodé par des taux d'inflation élevés. Cela signifie une faible demande de biens et de services.

Les GRSS et les rebelles se disputent les ressources des ménages (par exemple, la main-d'œuvre, les terres et le bétail), en particulier dans les zones rurales, pour les utiliser dans la lutte pour le pouvoir au sein de l'élite. L'État est en concurrence avec les groupes armés (rebelles) pour l'utilisation de ces facteurs de production. Étant donné que plus de 80 % de la population vit dans des zones rurales où la production des ménages est ancrée sur le travail et la terre, le taux global d'appropriation n'est pas déterminé par les opérateurs économiques, mais plutôt " par un groupe de spécialistes de la violence qui s'optimisent individuellement " (Besouw et al., 2016). Le conflit a tout autant exacerbé la corruption, ou la mauvaise gestion des ressources, entravant davantage la fonction du gouvernement. Le fait qu'il y ait eu beaucoup de corruption ou de mauvaise gestion des ressources indique l'importance des ressources pour la guerre de l'élite.

Conflit et fragilité: L'impact de la violence sur les institutions

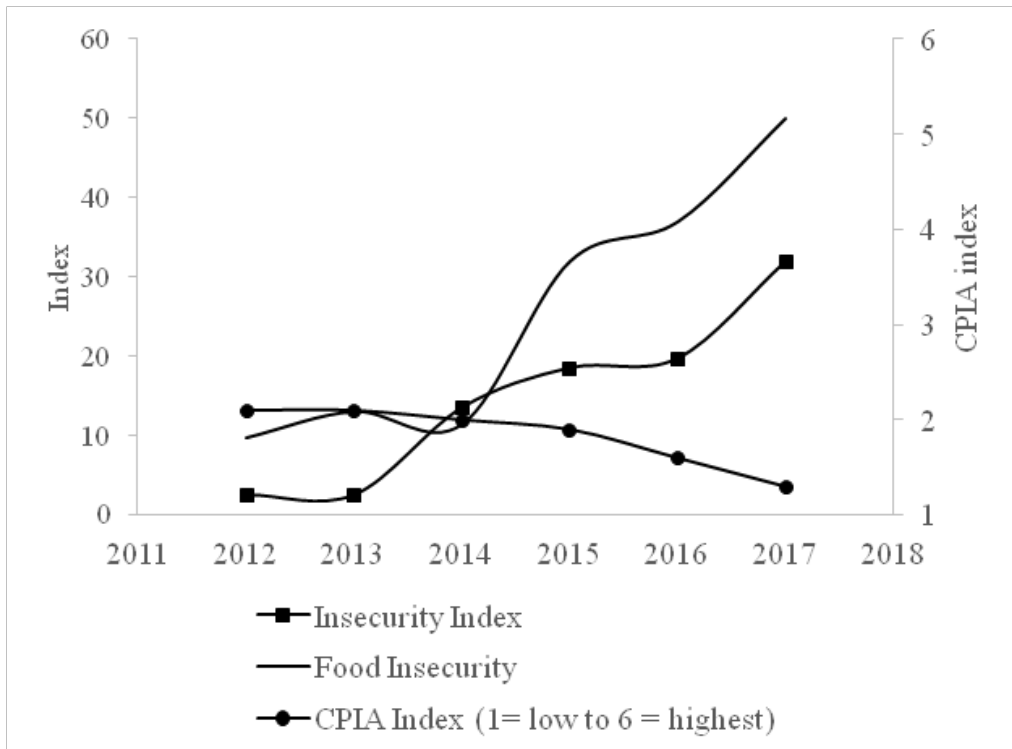
Notre conclusion est que le conflit violent continue d'affaiblir les institutions et les capacités de l'État à assurer la sécurité et les opportunités économiques pour des moyens de subsistance durables au Sud-Soudan. Nous utilisons l'indice CPIA (évaluation des politiques et des institutions nationales) de la Banque mondiale comme mesure de la capacité de l'État sud-soudanais à assurer la sécurité et des moyens de subsistance durables. Les faibles scores de l'indice CPIA pour le Sud-Soudan sont des indicateurs de l'impact du conflit sur les institutions. En effet, l'environnement conflictuel a conduit à l'absence de mécanismes réglementaires efficaces et à ce que Bromley (2016) appelle des arrangements institutionnels irrationnels.

De plus, il convient de noter que la sécurité et les moyens de subsistance durables sont deux variables dépendantes, qui dépendent de la capacité du GRSS à faire respecter les principes institutionnels nécessaires à une paix durable, à la croissance économique et à l'éradication de la pauvreté. Nous dérivons ces deux variables dépendantes en construisant les indices suivants: a) l'indice d'insécurité, qui est mesuré par le pourcentage de la population sud-soudanaise classée comme personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), protection des civils (POC) et camps de réfugiés (REC) dans les pays voisins; et b) l'insécurité alimentaire (voir le tableau 4 ci-dessous). L'indice d'insécurité physique (IIP) est obtenu en regroupant trois groupes de Sud-Soudanais dans les PDI, les POC et les REC et divisé par la population totale du Sud-Soudan. Désignons la somme des trois groupes (IDP, POC et REC) par INS (c'est-à-dire la population en insécurité) et la population totale du Sud-Soudan par POP. Nous pouvons maintenant exprimer l'indice d'insécurité comme suit:

$$INS = IDPs + POCs + CER \quad (3)$$

$$PII = INS / POP \text{ (multiplier par 100)} \quad (4)$$

Nous prenons l'indice de sécurité alimentaire (ISA) tel que donné par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA) et publié par le Bureau national des statistiques du Sud-Soudan (NBS). Les deux indices sont exprimés en pourcentages; par conséquent, plus leurs valeurs sont élevées, plus l'insécurité est grande, ce qui implique l'incapacité de l'État à assurer la sécurité et les possibilités de moyens de subsistance durables. À cet égard, nous avons observé qu'il existe une relation inverse entre le niveau de l'IPAC, l'insécurité physique et l'insécurité alimentaire, c'est-à-dire que plus le niveau de l'IPAC est faible, plus les niveaux d'insécurité physique et d'insécurité alimentaire sont élevés (voir la figure 10 ci-dessous). On peut comprendre cette relation en examinant les composantes de l'EPIC, qui est essentiellement un indice composite.

Figure 10: Violence et capacité de l'État

La Banque mondiale a développé le CPIA pour évaluer la qualité des politiques et des institutions de ses Etats membres (en particulier ceux qui sont éligibles aux ressources de l'aide internationale au développement - IDA). Un score de 6 donne la meilleure qualité des politiques et des institutions d'un pays. Un score de 1 indique une qualité médiocre (c'est-à-dire le niveau le plus bas) des politiques et des institutions. Le score global CPIA du Sud-Soudan varie entre 2,1 en 2012, qui est le plus élevé à ce jour, et 1,3 en 2017 (voir le tableau 4 ci-dessous). En outre, en 2016, le Sud-Soudan soutient mal la comparaison avec les pays éligibles à l'IDA, dont le score CPIA est de 3,2, avec l'Afrique subsaharienne (ASS), dont le score CPIA est de 3,1, et avec les États fragiles, dont le score CPIA est de 2,8.

Examinons d'abord le comportement de l'indice d'insécurité physique (IIP), qui est mesuré en pourcentages. Autrement dit, un pourcentage nul (0,0 %) signifie qu'il n'y a pas de personnes déplacées à l'intérieur du pays, pas de Sud-Soudanais sous la protection de l'UNMISS et pas de personnes dans les camps de réfugiés dans les pays voisins. L'IIP était de 2,5 pour 2012 et 2013, ce qui était probablement dû aux Sud-Soudanais qui étaient encore au Soudan après l'indépendance. Il est passé à 13,5 en 2014 après l'éruption de la violence à Juba le 15 décembre 2013 et à 19,7 en 2016.

Nous avons observé un comportement similaire en ce qui concerne l'indice d'insécurité alimentaire (IIA). Par exemple, l'indice était de 9,8 en 2012, c'est-à-dire avant le conflit, contre 37 en 2016. Cette hausse drastique de l'indice s'explique par

le fait que la violence a de nouveau éclaté le 8 juillet 2016 après un bref calme de trois mois suite à la formation du TGoNU. La quête du monopole de la violence entre le gouvernement et les groupes armés d'opposition se poursuit sans relâche et les estimations préliminaires de l'IPC donnent un indice d'insécurité alimentaire de 50% pour 2017.

Tableau 4 : Impact de la violence sur la capacité de l'État à assurer la sécurité et les opportunités économiques pour des moyens de subsistance durables.

Année	Indice CPIA (1= faible à 6 = le plus élevé)	Indice d'insécurité	Indice d'insécurité alimentaire ²⁴
2012	2.1	2.5	9.8
2013	2.1	2.5	13.1
2014	2.0	13.5	11.5
2015	1.9	18.5	32.0
2016	1.6	19.7	37.0
2017	1.3	31.9	50.0
Moyenne	1.8	14.8	25.6

Source: Construit à partir des CPIA de la Banque mondiale, de l'UNMISS, du PAM et du Département des affaires humanitaires des Nations Unies.

La CPIA est construite sur la base de 16 critères (ou variables), qui sont à leur tour regroupés en quatre clusters (voir le tableau 5 ci-dessous) : a) gestion économique ; b) politiques structurelles ; c) politiques d'inclusion sociale et d'équité ; et d) gestion et institutions du secteur public. Nous examinons brièvement les performances du Sud-Soudan en 2016 au sein de chacun de ces quatre clusters.

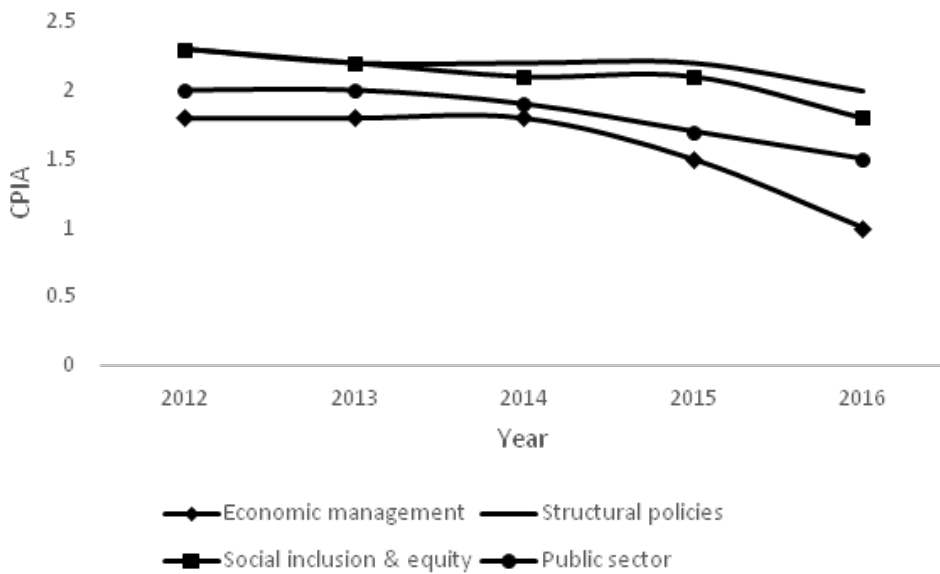
Les mauvaises performances des quatre clusters constituant la CPIA montrent sans aucun doute l'impact de la violence sur les institutions de l'État sud-soudanais (voir le tableau 5 et la figure 11 ci-dessous). Une brève analyse comparative de l'évolution dans le temps des composantes de la CPIA révèle l'effet de la violence sur les institutions, qui est l'une des causes fondamentales de la croissance économique.

Le cluster de la gestion économique a enregistré les performances les plus faibles (les plus mauvaises) en 2016 avec un score CPIA de 1,0 contre 1,8 en 2012 (c'est-à-dire avant le conflit). Le CPIA pour les pays d'Afrique subsaharienne éligibles à l'ACDI était de 3,2 en 2016. Les trois composantes de ce groupe ont obtenu le même classement de 1,0 en 2016. Les composantes sont: i) la politique monétaire et de change; ii) la politique budgétaire; et iii) la politique de la dette. La performance est la manifestation de l'instabilité macroéconomique que nous avons identifiée précédemment dans ce chapitre de ce document.

Le cluster des politiques structurelles a été le plus performant au cours de la période 2012-2016. Il a néanmoins été impacté par le conflit dans la mesure où le score CPIA a chuté de 2,3 en 2012 à 2,0 en 2016. Ce cluster est composé de trois secteurs (ou composantes) dont chacun a obtenu un score de 2,0 en 2016. Les composantes sont: i) le commerce; b) le secteur financier; et c) l'environnement des affaires.

Tableau 5 : L'impact de la violence sur la capacité institutionnelle telle que mesurée par le CPIA

Cluster	Scores CPIA par année					Évolution des scores CPIA de 2012 à 2016
	2012	2013	2014	2015	2016	
Gestion économique	1.8	1.8	1.8	1.5	1.0	-0.8
Politiques structurelles	2.3	2.2	2.2	2.2	2.0	-0.3
Politiques d'inclusion sociale et d'équité	2.3	2.2	2.1	2.1	1.8	-0.5
Gestion du secteur public et institutions	2.0	2.0	1.9	1.7	1.5	-0.5

Figure 11 : L'impact de la violence sur la capacité institutionnelle telle que mesurée par la CPIA

Par ailleurs, le cluster des politiques d'inclusion sociale et d'équité a été le deuxième cluster le plus performant au cours de la période 2012-2016. Le CPIA de ce cluster a également chuté de 2,3 en 2012 à 1,8 en 2016. Le cluster comporte cinq composantes dont le score varie entre 1,0 pour la durabilité environnementale et 2,5 pour le développement des ressources humaines. Les composantes sont (avec les scores de 2016): i) l'équité entre les sexes (2.0) ; ii) l'équité dans l'utilisation des ressources publiques (2.0) ; iii) le développement des ressources humaines (2.5) ; iv) la protection sociale et le travail (1.5) ; et v) la durabilité environnementale (1.0).

Le cluster Gestion du secteur public et institutions a été le deuxième cluster le moins performant au cours de la période 2012-2016. Il comporte cinq composantes: i)

droits de propriété et gouvernance fondée sur des règles (1.5); ii) qualité de la gestion budgétaire et financière (1.0), qui est la moins performante de ce groupe; iii) efficacité de la mobilisation des recettes (2.0); iv) qualité de l'administration publique (1.5); et v) transparence, responsabilité et corruption dans le secteur public (1.5).

Nous concluons donc que la violence a affaibli la capacité (mesurée par CPIA) du GRSS à assurer la sécurité et les opportunités économiques pour des moyens de subsistance durables au Sud-Soudan.

5. Conclusion et recommandations politiques

Ce chapitre conclut l'étude en discutant les implications des résultats de l'étude, puis fournit des recommandations politiques en tenant compte de ces résultats. Nous avons tiré de la littérature sur la croissance trois moteurs de croissance en plus des déterminants fondamentaux et immédiats de la croissance. Les moteurs sont ensuite divisés en deux groupes: primaires (c'est-à-dire le leadership) et secondaires (épargne et investissement). Cette conceptualisation a permis à l'étude de cas de fournir un outil analytique sous forme d'illustration programmatique des liens entre les causes de la croissance. Un leadership visionnaire est impératif aux premiers stades du développement économique pour créer un environnement propice à la mobilisation efficace et efficiente des ressources (c'est-à-dire de l'épargne). C'est ce leadership qui crée des institutions politiques et économiques inclusives qui fournissent un mélange approprié de politiques et de stratégies pour l'accumulation de capital nécessaire au développement durable.

Nous avons utilisé le GDF, qui repose sur la méthodologie de l'arbre de décision et s'appuie sur la littérature sur la prise de décision en situation d'ambiguïté avancée par Manski (2001), Brock et al. (2003), et d'autres. L'étude commence par émettre l'hypothèse que la violence est la principale contrainte contraignante pour la croissance. Cette hypothèse est à son tour formulée sous la forme d'une question: quelles sont les raisons de la faiblesse des investissements au Sud-Soudan? Autrement dit, quelles sont les raisons du faible taux d'accumulation de capital (physique et humain) au Sud-Soudan? Cette question est suivie d'une série de questions: Est-ce le faible rendement de l'activité économique, ... ou le coût élevé du financement? Hausmann et Volasco (2005). Ces questions sont ensuite décomposées en divers aspects de chacune de ces contraintes afin de mettre l'accent sur les plus contraignantes.

La principale conclusion de l'étude est que la violence a poussé le GRSS à adopter le financement par le déficit comme outil pour soutenir sa guerre contre les groupes d'opposition armés. Cette politique a eu pour conséquence une instabilité macroéconomique caractérisée par un déficit budgétaire élevé, une dépréciation rapide de la monnaie nationale et une inflation à trois chiffres. La violence a également sapé la capacité de l'État sud-soudanais à offrir la sécurité et les opportunités économiques nécessaires à des moyens de subsistance durables. En substance, le Sud-Soudan se trouve dans un piège de fragilité induit par le conflit, comme

l'indiquent les niveaux de l'indice CPIA, de l'indice d'insécurité physique (PII) et de l'indice d'insécurité alimentaire (FI).

Tous les informateurs clés ont souligné la nécessité d'une paix durable pour les investissements et la croissance à long terme. Les investisseurs locaux et étrangers sont désireux d'investir dans différents secteurs de l'économie lorsque la paix sera revenue. Le gouvernement a donné la priorité aux investissements dans les infrastructures, en considérant que la paix reviendra bientôt. En ce qui concerne les perspectives de paix et de reprise économique, la plupart des informateurs clés soulignent la nécessité de revitaliser les autorités traditionnelles qui jouissent de la confiance des communautés locales. Le système d'autorités traditionnelles est actuellement faible, mais le fait de les rétablir, de les renouveler et de leur redonner du pouvoir contribuera très probablement à résoudre les conflits locaux, qui influencent les activités économiques. Nos interlocuteurs soulignent également que la meilleure et la plus rapide façon d'assurer la reprise économique est de ne pas entraver les initiatives des individus - ils sont par nature innovants - et de les laisser prendre des initiatives et s'engager dans des activités économiques. Encourager de telles initiatives au niveau local est la clé pour revitaliser l'économie.

Nous recommandons, à la lumière de la confirmation du fondement central de l'étude, que la seule façon de relâcher la contrainte contraignante sur la croissance et de sortir du piège de la fragilité est d'arrêter la guerre à travers des arrangements politiques et institutionnels inclusifs. Toutes les réformes dans les secteurs de la sécurité, de la gouvernance et de l'économie sont subordonnées à la résolution du conflit. Le Sud-Soudan et ses partenaires de développement doivent commencer par le début: l'arrêt de la guerre est une condition nécessaire et suffisante pour une paix durable, la croissance économique et l'éradication de la pauvreté.

Remarques

1. Directeur général et fondateur du Centre Ebony pour les études stratégiques, Juba, Sud-Soudan.
2. Chercheur à HESPI, Addis Abeba, Ethiopie.
3. Directeur de la recherche, Institut Sudd et professeur adjoint, École de politique publique, Université de Juba.
4. Cité à partir du document intitulé Bâtir la résilience dans les États fragiles d'Afrique subsaharienne, chapitre 2 des Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne, département Afrique, Fonds monétaire international, octobre 2014.
5. Ibid.
6. La sortie du piège de la fragilité, une présentation faite lors de la retraite de l'équipe pays de la Banque mondiale pour le Sud-Soudan, 28-30 mai 2014 au Windsor Resort, Nairobi, Kenya.
7. Le ministre des Finances, dans son discours sur le budget devant l'Assemblée législative nationale (ALN) le 2 juillet 2014, avait donné un chiffre de 19 milliards de dollars pour la période 2006-2013. Nos calculs pour 2005 tendent à indiquer que le GoSS a reçu au moins 1,0 milliard de dollars de revenus pétroliers cette année-là, d'où le chiffre total estimé de 20,0 milliards de dollars.
8. Extrait d'une lettre d'invitation envoyée à Lual A. Deng par le secrétariat de l'IGAD.
9. Une étude sur la nature et les causes de la richesse des nations, publiée pour la première fois en 1776, p. 3.
10. The model had been developed independently by Roy F. Harrod in 1939 and Evsey Domar in 1946.
11. Walt W. Rostow dans son livre: Les étapes de la croissance économique: Manifeste non communiste publié en 1960, il a identifié cinq étapes de croissance économique: 1) la société traditionnelle; 2) les conditions préalables à la reprise; 3) la reprise; 4) la phase de maturité; et 5) l'âge de la consommation de masse.

12. Voir la figure 2 dans la section suivante de la présente étude.
13. Lewis, W. Arthur. 1954. Développement économique avec des offres de travail illimitées. L'école de Manchester. 22: 139-91.
14. Cited from The Solow-Swan model of economic growth – Explained: Article shared by Smriti Chand at <http://www.yourarticlelibrary.com/macro-economics/growth-models/the-solow-swan-model-of-economic-growth-explained/31196>
15. Ibid.
16. Ibid.
17. Commission sur la croissance et le développement. 2008. Le rapport sur la croissance: Stratégies pour une croissance durable et un développement inclusif. Washington, DC: Banque internationale pour la reconstruction et le développement et la Banque mondiale.
18. Voir Marshall, Alfred.1890. Principes d'économie. Livres Prometheus.
19. Extrait de l'édition de 1990.
20. Cité à partir de Bromley (1989:22).
21. Cité à partir de <https://fee.org/articles/the-five-institutions-of-the-market-economy>.
22. Nous utilisons indifféremment croissance économique et développement économique dans cette étude.
23. Le chiffre est établi à partir des informations contenues dans l'annexe 2 sur les perspectives macroéconomiques, page 29 de la Note sur l'engagement du pays (CEN) pour la République du Soudan du Sud, rapport n° 120369-SS, publié par la Banque mondiale (2017).
24. Dérivé de la classification intégrée des phases de sécurité alimentaire (IPC), publiée par le Bureau national des statistiques du Sud-Soudan (NBS) en collaboration avec la Commission des Nations Unies pour l'aide humanitaire (OCHA).

Références

- Acemoglu, Daron. 2009. *Introduction to modern economic growth*. Princeton NJ: Princeton University Press.
- Acemoglu, Daron, Simon Johnson, and James Robinson. 2005. "The rise of Europe: Atlantic trade, institutional change, and economic growth". *American Economic Review*, 95: 546-579.
- Acemoglu, Daron, Simon Johnson, and James A. Robinson. 2016. *Why nations fail: The origins of power, prosperity, and poverty*. Crown Publishing Group.
- Alemayehu Geda and Steve Kayizzi-Mugerwa. 2012. "Sudan: A macroeconomic framework for negotiation and cooperation between North and South Sudan". IAES Working Paper Series No. A02/2012.
- Álvarez-Nogal, Carlos and Leandro Prados de la Escosura. 2013. "The rise and fall of Spain (1270-1850)". *Economic History Review*, 66, 1-37.
- Barro, Robert J. 2003. "Determinants of economic growth in a panel of countries". *Annals of Economics and Finance*, 4(2): 231-274.
- Bates, Robert H. 1981. *Markets and states in Tropical Africa: The political basis of agricultural policy*. Berkeley: University of California Press, Series on Social Choice and Political Economy.
- Besouw, B.V., E. Ansink, and B.V. Bavel. 2016. "The economics of violence in natural states". *Journal of Economic Behavior and Organization* 132: 139-156.
- Broadberry, Stephen. 2013. "Accounting for the great divergence". *Economic History Working Papers*, 184/13. London School of Economics and Political Science, <http://eprints.lse.ac.uk/54573/>.
- Broadberry, Stephen. 2016. *The characteristics of modern economic growth revisited*. Nuffield College, Oxford
- Broadberry, Stephen, Bruce M.S. Campbell, Alexander Klein, Mark Overton, and Bas van Leeuwen. 2015. *British economic growth, 1270-1870*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Bromley, D.W. 1989. *Economic interests and institutions: The conceptual foundations of public policy*. Oxford: Basil Blackwell.
- Bromley, D.W. 2014. *Toward sustainable livelihoods in South Sudan: The necessary institutions of governance*. Paper presented to the Development Policy Forum (DPF) organized by Ebony Centre for Strategic Studies, Juba, South Sudan, and February 2014.
- Collier, P.1999. "On the economic consequences of civil war". *Oxford Economic Papers*, 51(1): 168-183.

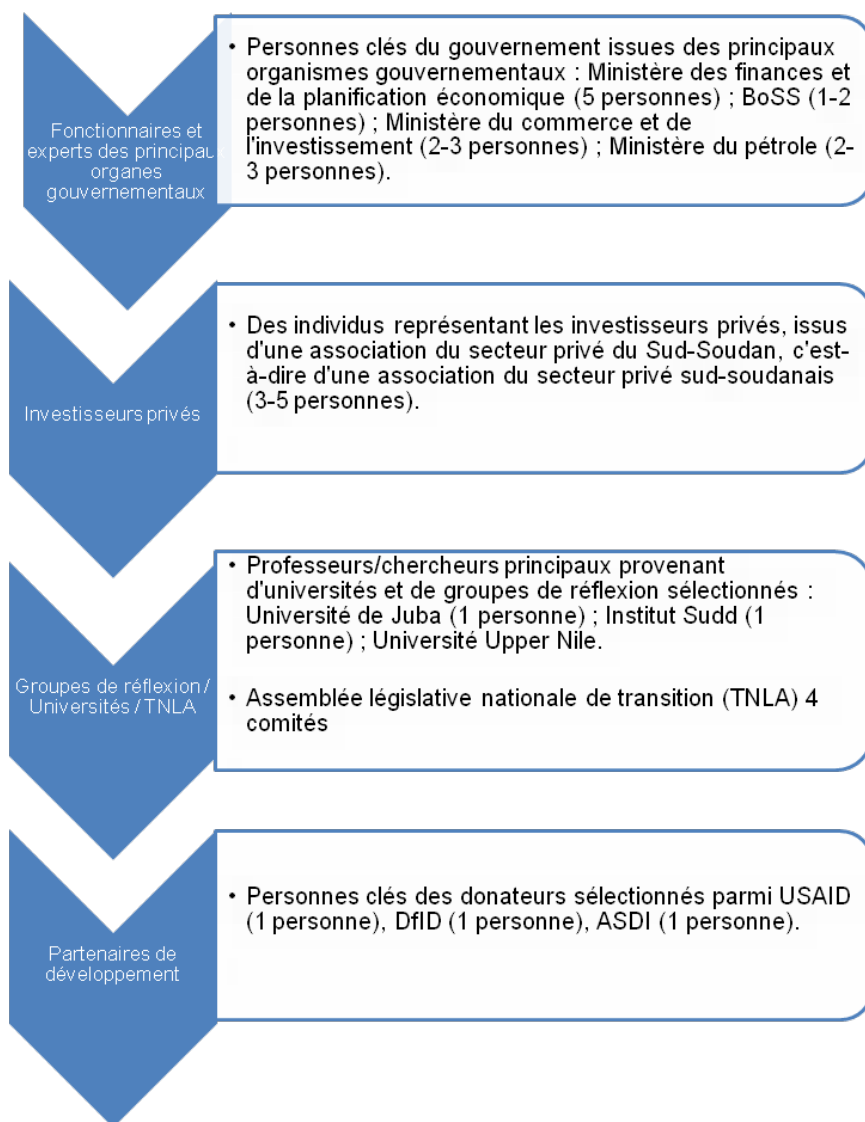
- Collier, P. 2009. The political economy of fragile states and implications for European development policy. Background paper for European Report on Development.
- Collier, P. and A. H. 1998. "On economic causes of civil war". *Oxford Economic Papers*, N. 50.
- Collier, P., L. Elliot, H. Hegre, A. Hoeffler, M. Reynal-Querol and N. Sambanis. 2003. *Breaking the conflict trap: Civil war and development policy*. World Bank and Oxford University Press.
- Collier, P. and A. Hoeffler. 2004. "Greed and grievance in civil war". *Oxford Economic Papers*, 56(4): 563-595.
- Collier, P., A. Hoeffler and M. Soderbom. 2004. "On the duration of civil war". *Journal of Peace Research*, 41(3): 253-273.
- Commons, J.R. 1990. *Institutional economics: Its place in political economy*. New Brunswick (USA): Transaction Publishers.
- Deng, L. A. 2016. "Protecting purchasing power from skyrocketing prices in South Sudan through partial dollarization".
- Domar, Evsey. 1946. "Capital expansion, rate of growth, and employment". *Econometrica*, 14 (2): 137-147.
- Dunne, J. P. and N. Tian. 2017. "Costs of civil war and fragile states". A framework research paper under the AERC Collaborative Research Project on Growth in Fragile and Post-Conflict States in Africa.
- Eltis, W. 1984. *The classical theory of economic growth*. London: Macmillan.
- Harrod, Roy F. 1939. "An essay in dynamic theory". *The Economic Journal*, 49 (193): 14-33.
- Hoeffler, A. 2017. "Post-conflict stabilization in Africa". A framework research paper under the AERC Collaborative Research Project on Growth in Fragile and Post-Conflict States in Africa.
- Hausmann, Rodrik and Volasco. 2005. "Growth diagnostics". Inter-American Development Bank. <http://www6.iadb.org/WMSFiles/products/research/files/pubS-852.pdf>.
- Jones, Benjamin F. and Olken, Benjamin A. 2005. "Do leaders matter? National leadership and growth since World War II". *The Quarterly Journal of Economics*, Volume 120, Issue 3, 1: 835-864.
- Kuznets, Simon. 1971. "Modern economic growth: Findings and reflections". Nobel Memorial Lecture. In Kuznets, Simon, *Population, capital, and growth: Selected essays*. London: Heinemann.
- Lewis, W. Arthur. 1954. "Economic development with unlimited supplies of labour". *The Manchester School*, 22: 139-91.
- Lowe, A. 1954. "The classical theory of economic growth". *Social Research*, 21: 127-58. Reprinted in A. Lowe. 1987. *Essays in political economics: Public control in a democratic society*. Brighton: Wheatsheaf Books.
- Lucas, R.E. 1988. "On the mechanisms of economic development". *Journal of Monetary Economics*, 22: 3-42.
- Mayai, A.T. 2017. *The impact of war on schooling in South Sudan, 2013-2016*. Working Paper. The Sudd Institute.
- Maddison, Angus 2001. *The world economy: A millennial perspective*, Paris: OECD.
- Maddison, Angus. 2010. *Statistics on world population, GDP and per capita GDP, 1-2008 AD*. Groningen Growth and Development Centre, <http://www.ggdc.net/MADDISON/oriindex.htm>.

- Malanima, Paolo. 2011. "The long decline of a leading economy: GDP in Central and Northern Italy, 1300-1913". *European Review of Economic History*, 15: 169-219.
- Nielsen, K. and B. Johnson. 1998. "New perspectives on markets, firms and technology" in E. Elgar (ed), *Institutions and economic change*. London, UK.
- Nkurunziza, J. D. and R. H. Gates. 2003. *Political institutions and economic growth in Africa*. The Centre for the Study of African Economies Working Paper No. 185.
- North, D.C. 1990. *Institutions, institutional change, and economic performance*. New York: Cambridge University Press.
- Polanyi, Karl. 2001. *The great transformation: The political and economic origins of our time*, 2nd ed. Foreword by Joseph E. Stiglitz.
- Rodrik, D. 2004. *Getting institutions right*. A Keynote address delivered at the PREM Week. World Bank: Washington, DC.
- Rodrik, D. 2013. "The why and how of growth diagnostics". At <https://www.sss.ias.edu/files/pdfs/Rodrik/Presentations/Growth-diagnostics.pdf>
- Rodrik, D. 2016. "An African growth miracle?" *Journal of African Economies*, 2016: 1-18.
- Rodrik, D., A. Subramanian, and F. Trebbi. 2002. "Institutions rule: The primacy of institutions over geography and integration in economic development". IMF Working Paper Number. At <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2002/wp02189.pdf>
- UNDP. 1998. *Capacity assessment and development in a systems and strategic management context*. Management Development and Governance Division, Bureau for Development Policy, Technical Advisory Paper No. 3.
- van Zanden, Jan Luiten and Bas van Leeuwen. 2012. "Persistent but not consistent: The growth of national income in Holland, 1347-1807". *Explorations in Economic History*, 49: 119-130.

Annexe

Annexe A : Entretiens avec les informateurs clés des groupes cibles

Personnes clés de différentes institutions



Annexe B : Tableaux et figures sur lesquels se fondent les analyses du présent document

Tableau 1 : Dépenses du secteur de la sécurité par rapport aux budgets et au PIB

Année fiscale	Dépenses du secteur de la sécurité en % du budget	Dépenses du secteur de la sécurité en % du PIB
2011/2012	28.2	4.9
2012/2013	40.3	6.2
2013/2014	32.0	7.1
2014/2015	35.2	10.7
2015/2016	43.0	2.1
2016/2017	28.8	2.4
Moyenne	34.6	5.6

Source: Construit par les auteurs à partir du budget annuel approuvé du GRSS.

Tableau 2 : Dépenses annuelles pour l'armée dans les pays de l'IGAD, 2012-2016

Pays	Dépenses militaires (en millions de dollars US) en 2012	Dépenses militaires (en millions de dollars US) en 2013	Dépenses militaires (en millions de dollars US) en 2014	Dépenses militaires (en millions de dollars US) en 2015	Dépenses militaires (en millions de dollars US) en 2016	Moyenne (millions de dollars US)
Djibouti	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000
Érythrée	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000
Ethiopie	401	399.7	433.9	442.6	447.8	385.0
Kenya	871	859.9	781.8	843.7	907.6	852.8
Somalie	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000	0.000
Sud-Soudan	1104.9	1098.4	1409.8	1151.9	524.8	1057.96
Soudan	0.000	0.000	0.000	2279.6	2465.4	949.0
Ouganda	384.1	379	392.7	389.4	398.5	388,8
Moyenne	345.1	342.1	377.2	638.4	593.0	454.2

Tableau 3 : Dépenses du secteur de la sécurité par rapport aux budgets et au PIB

Année fiscale	¹ Budget approuvé (SSP)	² Dépenses approuvées pour le secteur de la sécurité (SSP)	Dépenses du secteur de la sécurité en % du budget	³ PIB (milliards de dollars)	Dépenses du secteur de la sécurité en % du PIB
2011/2012	5,767,110,495	1,627,210,000	28.22	11.27	4.878
2012/2013	6,771,360,817	2,730,403,408	40.32	14.94	6.174
2013/2014	17,642,498,304	5,645,599,457	32.0	15.10	12.6
2014/2015	11,278,764,895	3,969,094,114	35.19	12.49	10.74
2015/2016	10,642,138,993	4,850,340,524	43.04	3.060	2.138
2016/2017	38,074,035,036	10,946,090,000	28.75	2.920	2.418
2017/2018	46,278,830,967	12,704,832,178	27.45	3.090	2.652
Average	19,493,534,215	5,713,806,473	31.56	8.981	5.156

¹Budgets approuvés du Sud-Soudan pour les années fiscales indiquées: www.grss-mof.org

²Dépenses approuvées du secteur de la sécurité extraites des budgets approuvés des années fiscales respectives. www.grss-mof.org

³PIB du Sud-Soudan à partir du portail du FMI: www.imf.org converti à 2,96 SSP/\$ pour 2011/2012, 2012/2013, 2013/2014, 2014/2015; 70 SSP/\$ pour 2015/2016; et 155 SSP/\$ pour 2016/2017, 2017/2018 comme indiqué dans les budgets approuvés du Sud-Soudan.

Tableau 4 : Nombre de personnes déplacées par rapport à la population totale

FY	¹ Situation de fragilité	² PDI	³ Réfugiés	Total (PDI + Réfugiés)	Sécurité (%)	⁴ Population atteinte par l'aide (millions)	Population atteinte par l'aide (%)	⁴ Population ayant besoin d'aide (millions)	Population ayant besoin d'aide (%)
2011/2012	N/C	190,000	116,923	306,923	2.516	1.2	9.836	2.3	18.85
2012/2013	N/I	190,000	116,923	306,923	2.516	1.6	13.11	4.5	36.89
2013/2014	2.120	1,100,000	540,376	1,640,376	13.45	1.4	11.48	3.6	29.51
2014/2015	2.092	1,538,484	714,814	2,253,298	18.47	1.8	14.75	6.1	50.00
2015/2016	2.000	1,534,935	839,021	2,403,956	19.70	1.8	14.75	7.5	61.48
2016/2017	1.867	1,944,735	1,942,398	3,887,133	31.86	4.7	38.52	6.2	50.82
2017/2018	1.575	1,872,176	2,123,988	3,996,164	32.76	5.0	41.80	7.6	62.30
Moyenne	1.931	1,195,762	913,492	2,113,539	24.25	2.5	20.61	5.4	43.69

¹Construit à partir du CPIA de la Banque mondiale pour les années fiscales données.

²Extrait du portail en ligne d'OCHA: www.unocha.org/south-sudan

³Extrait du portail en ligne du HCR: www.data.unhcr.org/SouthSudan/regional.php

⁴Extrait des rapports annuels de l'UNOCHA: www.unocha.org/country/south-sudan/humanitarian-fund-achievements

NB 1: Selon tradingeconomics.com & CountryEconomy.com (https://countryeconomy.com), la population du Sud-Soudan était estimée à 12 230 730 habitants à la fin de 2016. Revue de la population mondiale (www.worldpopulationreview.com)

Nous avons donc utilisé les résultats du premier cas de 12,2 millions comme population de base pour calculer les pourcentages de sécurité et de moyens de subsistance durables tout au long du travail.

Tableau 5 : Dépenses publiques par secteur (en millions de SSP)

Secteur	2013	2014	2015	2016
Éducation	283,352,248	200,211,238	330,898,715	232,393,458
Santé	369,313,215	116,659,728	275,258,418	248,911,646
Jeunesse	24,181,922	4,441,190	13,446,923	31,467,845
Bien-être social	32,531,044	6,271,320	21,386,687	16,201,187
Défense	3,442,197,486	4,569,339,267	4,851,659,418	5,542,943,498

Inflation prise en compte

En convertissant ces dépenses pour toutes les années en dollars américains, l'investissement du Soudan du Sud dans l'éducation en 2013 se réduit à 95,7 millions de dollars américains, 67,6 millions de dollars américains en 2014, 111,8 millions de dollars américains en 2015 et 5,5 millions de dollars américains en 2016. Ainsi, les dépenses de 2016 pour l'éducation ne représentent que 5% de ce que le gouvernement a dépensé en 2015.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
Middle East Bank Towers,
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org